



AGIR AVEC

MENA

LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD



LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD ET L'OCDE : un partenariat mutuellement bénéfique



Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) est une région diverse dont le potentiel de développement n'a pas été encore entièrement libéré. En dépit des défis géopolitiques auxquels ils sont actuellement confrontés, les pays de cette région bénéficient de plusieurs atouts : une position géographique privilégiée au croisement de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie ; une population jeune et de plus en plus formée ; ainsi qu'un grand potentiel dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'industrie, le tourisme et les services d'aide au développement des entreprises.

Au cours des dernières décennies, les pays de la région MENA ont mis en œuvre des réformes pour accroître leur ouverture et leur diversification économiques et pour soutenir le développement du secteur privé. Ces réformes ont permis une première augmentation des investissements, du commerce et de la croissance économique, mais elles sont restées incomplètes et ne se sont pas totalement attaquées aux problèmes économiques et sociaux structurels plus larges. Des réformes plus globales sont nécessaires pour adopter des modèles de développement inclusif et durable qui offrent de meilleures opportunités pour tous, et en particulier pour la jeune génération et les femmes. Le processus de transformation se poursuit et il existe une demande continue de la société pour des changements effectifs. Certaines évolutions, telles que la baisse des prix des hydrocarbures, accentuent la nécessité de réformes structurelles dans certains pays, tout en offrant des occasions à d'autres. Plus important encore, les conflits et la crise des réfugiés soulignent la nécessité de rétablir la stabilité, de lancer la reconstruction et de fournir des opportunités aux populations d'immigrants comme à celles d'accueil.

L'OCDE est activement engagée à soutenir les pays MENA dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes ambitieux de réforme. Les liens culturels et économiques étroits qui lient les pays MENA et ceux de l'OCDE constituent le fondement d'un partenariat d'une décennie avec la région. En s'appuyant sur des outils, normes et méthodes de travail reconnus au niveau international, ce partenariat a permis de mettre en place de manière pionnière un dialogue sur les politiques publiques, l'apprentissage par les pairs et le renforcement des capacités aux niveaux régional et national. Il a concentré son action dans les domaines, entre autres, de l'investissement, la gouvernance publique et d'entreprise, la décentralisation, la transparence, l'intégrité, les PME et l'entrepreneuriat.

Le partenariat MENA-OCDE a également permis d'accroître la participation des voix non gouvernementales, telles que les représentants de la société civile et du secteur privé. Il a aussi bénéficié d'une coordination accrue entre les organisations internationales, les banques de développement et autres institutions multilatérales.

Au centre de ce partenariat se trouve l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, lancée en 2005 pour servir de plateforme pour le travail commun mené aux niveaux régional et national. Grâce à la prolongation de son mandat pour 2016-2020, l'intense et bénéfique coopération MENA-OCDE continuera d'évoluer pour s'adapter aux priorités de développement de la région. Au cours des cinq prochaines années, notre partenariat mettra la priorité sur plusieurs domaines stratégiques comme l'intégration régionale comme étape naturelle vers une meilleure participation à l'économie mondiale et aux chaînes de valeur mondiales ; la création d'une croissance économique durable et inclusive ; le renforcement de la gouvernance ; le renforcement de la stabilité, la paix et la sécurité ; et, domaine important, la participation des jeunes et des femmes à l'économie et à la vie publique. Le travail mené dans le cadre du partenariat continuera de se faire en harmonie avec les efforts globaux tels que ceux qui sous-tendent l'Agenda 2030 pour un développement durable et les Objectifs de développement durable.

L'OCDE est fière de ses dix années de coopération avec la région et cette brochure atteste de l'ampleur et la profondeur du travail mené ensemble. En cette période complexe, l'OCDE est engagée à travailler encore plus étroitement avec les économies MENA pour développer de meilleures politiques pour de meilleures vies dans l'ensemble de la région.

ANGEL GURRÍA, *Secrétaire-général de l'OCDE*

Table des matières

L'OCDE ET LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement	2
Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA)	5
Le Partenariat de Deauville	10
Le Programme-pays Maroc	11
Promouvoir une coopération au développement efficace	13

PROGRAMME POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

Mettre en œuvre des réformes structurelles en soutien à la diversification économique et à la croissance durable et inclusive	14
Renforcer la résilience dans les situations post-conflit	17
Renforcer les compétences, l'employabilité et l'inclusion des jeunes	18
S'attaquer aux inégalités hommes-femmes	20
Renforcer les compétences par l'éducation et la formation	22
Favoriser le développement régional, des villes et une urbanisation durables	24
Accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire	26

BON FONCTIONNEMENT DES MARCHES

Améliorer l'environnement des investissements	28
Promouvoir le commerce et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales	30
Favoriser une saine concurrence	31
Améliorer l'éducation financière	32

BUDGETISATION, PERCEPTION DES RECETTES ET DEPENSES

Améliorer la perception des recettes et la gestion fiscale	38
Améliorer la transparence et la conformité fiscales	39
Renforcer la budgétisation et la passation de marchés publics	40

GOVERNANCE PUBLIQUE ET D'ENTREPRISE

Renforcer l'État de droit	41
Renforcer l'intégrité et la gouvernance responsable	43
Créer des gouvernements ouverts et innovateurs	44
Gestion des risques	45
Élever le niveau en matière de gouvernance d'entreprise des entreprises privées et publiques	47

INDUSTRIE ET INNOVATION

Bâtir une économie du savoir	49
Soutenir le développement des PME et l'entrepreneuriat	51
Favoriser les investissements dans les infrastructure et l'offre de services publics par des partenariats public-privé (PPP)	52

ENVIRONNEMENT ET ENERGIE

Promouvoir une croissance verte	54
Combattre le changement climatique	56
Améliorer la gouvernance de l'eau	59
Assurer l'accès à une énergie fiable et propre	61

ANNEXES

Participation aux organes de l'OCDE et aux activités intergouvernementales	62
Adhésion aux instruments juridiques de l'OCDE	65
Participation aux initiatives et aux réseaux	66
Dialogue et données	67



L'OCDE ET LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

Depuis des millénaires, la région MENA a contribué au progrès historique, scientifique et culturel de l'humanité. Elle abrite une population jeune et dynamique. Elle détient une part importante des ressources énergétiques de la planète et a le potentiel de stimuler les échanges et l'investissement dans le monde entier. La région est également confrontée à des défis bien connus tels qu'une faible diversification économique, un besoin impératif d'améliorer ses systèmes éducatifs et son infrastructure, des scénarios politiques et de gouvernance complexes, ainsi que des obstacles qui restent élevés au bien-être économique et social de segments importants de la société. La situation fragile et instable de plusieurs pays de la région MENA et les tensions géopolitiques dans la région ont accru la complexité et l'urgence de répondre à ces défis de manière durable.

L'OCDE est activement engagée avec ses partenaires MENA à relever ces défis grâce à des méthodes de travail éprouvées reposant sur le dialogue régional, l'apprentissage par les pairs et l'apport d'un soutien aux réformes.



L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement

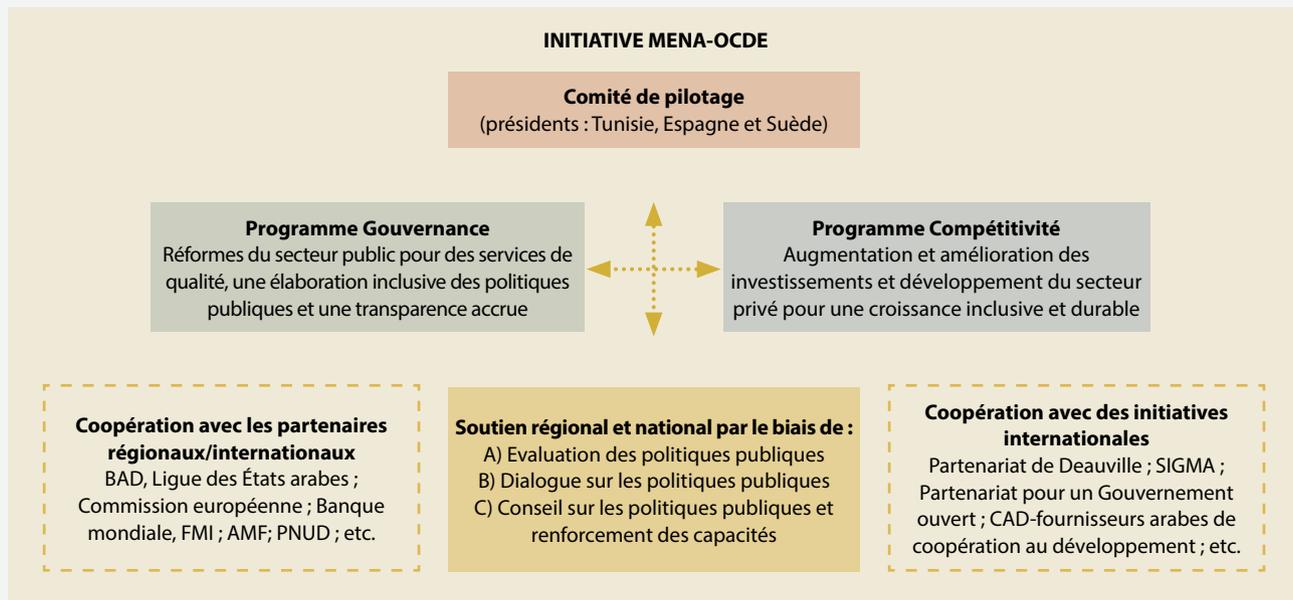
L'Initiative facilite la coopération entre l'OCDE et la région MENA en vue de promouvoir des politiques permettant une croissance durable et inclusive. Elle répond aux besoins régionaux et aux priorités de développement, y compris l'intégration des femmes et des jeunes par l'emploi et leur participation à l'élaboration des politiques publiques. Elle prend aussi en compte la diversité de la région en apportant une aide ciblée à certains pays. L'Initiative s'appuie sur la méthode de travail de l'OCDE de dialogue sur les politiques publiques, d'échange de bonnes pratiques et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des réformes.

Créée à la demande des pays MENA, l'Initiative rassemble les gouvernements des pays MENA et de l'OCDE, la communauté internationale, la société civile et le secteur privé. L'Initiative

est composée de deux piliers, le **Programme MENA-OCDE pour la gouvernance** et le **Programme MENA-OCDE pour la compétitivité** et est gouvernée par un comité de pilotage chargé de fournir des conseils stratégiques.

L'Initiative adopte une approche horizontale du dialogue de haut niveau et de la recherche du consensus, à l'aide, au niveau opérationnel, d'assistance technique, d'analyses et de renforcement des capacités par le biais de réseaux dédiés au dialogue sur les politiques publiques. Elle approfondit son impact par la coopération avec ses partenaires régionaux et internationaux et coordonne ses efforts avec d'autres plateformes internationales.

Le mandat de l'Initiative pour la nouvelle période allant jusqu'en 2020 s'efforcera de :



L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement

- soutenir l'**intégration économique régionale** pour réduire la fragmentation économique et faciliter l'intégration des pays dans les chaînes de valeur mondiales (CVM).
- favoriser une **croissance économique partagée et inclusive** par des politiques publiques destinées à soutenir la décentralisation, à augmenter les investissements dans les infrastructures, la diversification économique, la productivité et à favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes.
- renforcer **les liens de l'Initiative avec le programme plus vaste du développement** grâce à des initiatives globales tels que les Objectifs de développement durable (ODD) et

le renforcement des partenariats avec les organisations régionales et internationales.

- faciliter le **développement des pays en situation de fragilité ou de conflit** grâce au partage des connaissances, des bonnes pratiques et au soutien à la mise en œuvre des réformes.

L'Initiative couvre l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Autorité palestinienne, le Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la Tunisie et le Yémen.

www.oecd.org/mena



🕒 Participants au comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité à l'appui du développement, 9 novembre 2015, Rabat, Maroc.



« La Tunisie se réjouit de se voir confier la présidence de l'initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité pour le développement. Elle appréhende cette mission avec un sentiment de fierté et en ayant conscience de la responsabilité que cela représente. En tant que président du pilier gouvernance, nous sommes décidés à créer de nouvelles synergies entre les pays de la région

et favoriser le partage des bonnes pratiques sur les questions clés de gouvernance publique pour améliorer l'intégration régionale et la croissance inclusive. La présidence de cette Initiative vient à point nommé au moment où la Tunisie est résolument engagée dans un vaste chantier de réformes structurelles, et déploie des efforts pour répondre aux aspirations des citoyens à davantage de transparence et de responsabilité, à de meilleures chances d'intégration, et à une répartition plus équitable du produit de la croissance. »

Abid Briki, Ministre de la Fonction Publique et de la Gouvernance, Tunisie



« À une période où les pays MENA font face à d'importants défis politiques et économiques, le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance répond aux besoins et demandes des gouvernements et des citoyens de la région. Forts de plus de dix années d'expérience et conformément aux Objectifs de développement durable, notre nouveau mandat pour 2016-2020 s'appuiera sur la puissance des réseaux

du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance pour fournir une aide à la mise en œuvre dans les domaines cruciaux tels que la jeunesse, l'égalité hommes-femmes, le gouvernement ouvert, l'État de droit et la prestation de services. L'Espagne soutient le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance depuis sa création et invite tous les États membres de l'OCDE à rejoindre ce partenariat stratégique pour renforcer la bonne gouvernance dans la région MENA. »

José Ignacio Wert, Ambassadeur de l'Espagne auprès de l'OCDE, co-président du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance.



« La Tunisie connaît une période déterminante de son histoire et a engagé un important processus de transition politique. La Coprésidence de l'Initiative MENA-OCDE pour son 4ème mandat (2016-2020) par notre pays constitue un signal politique fort et une reconnaissance du leadership régional de la Tunisie en termes de développement de politiques publiques et notamment en ce qui concerne l'amélioration

du climat des affaires. La Tunisie poursuit actuellement un ensemble de réflexions et de réformes destinées à développer de meilleures politiques d'investissement, soutenir l'entrepreneuriat, attirer davantage d'investissements étrangers et améliorer la qualité des investissements pour renforcer sa compétitivité et créer des emplois. Cette coopération renforcée culminera par l'organisation à Tunis d'une réunion ministérielle de l'Initiative MENA-OCDE les 3 et 4 octobre 2016, qui permettra de discuter des politiques à engager à l'appui d'une croissance inclusive et durable pour le pays et l'ensemble de la région. »

Fadhel Abdelkefi, Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale, Tunisie



« L'OCDE est très engagée dans la promotion du développement et de la stabilité de la région MENA. La Suède soutient le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité et en assure la coprésidence depuis 2011. C'est avec une grande fierté et honneur que je peux dire que ce Programme, fondé sur le dialogue sur les politiques publiques, les conseils d'experts et l'analyse au sein de réseaux régionaux dédiés,

mène un travail pionnier dans des domaines politiques clés. Ces domaines incluent l'investissement et le commerce, l'égalité hommes-femmes et les droits des femmes dans la société, l'emploi productif et l'intégrité commerciale. Il se consacre également à renforcer les organisations de la société civile à l'appui d'un développement vigoureux, inclusif et durable. »

Annika Markovic, Ambassadrice de Suède auprès de l'OCDE, co-présidente du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité.

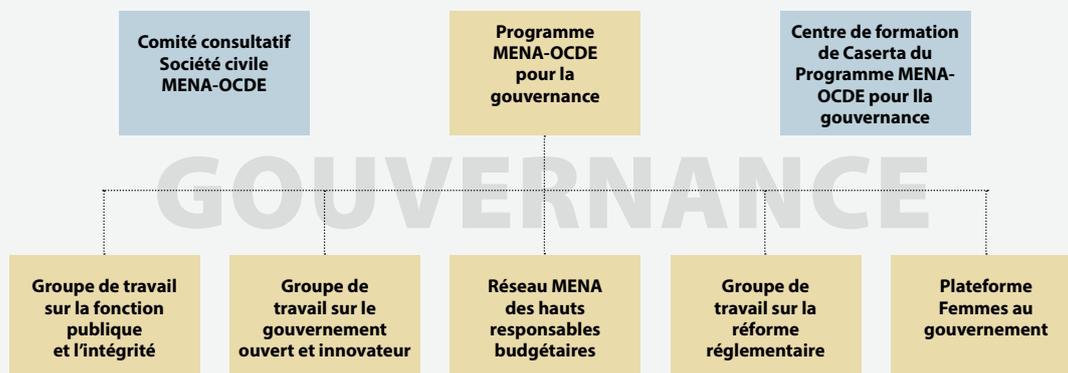
Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance soutient les réformes du secteur public visant à libérer le potentiel de développement social et économique et à répondre aux attentes croissantes des citoyens en matière de services de qualité, d'élaboration inclusive des politiques publiques et de transparence.

Le Programme Gouvernance est un partenariat stratégique d'échange des savoirs et d'expertise en vue de diffuser les normes et principes de la **bonne gouvernance** et de **promouvoir la confiance et la croissance inclusive**. Ses activités régionales et celles spécifiques aux différents pays mettent l'accent sur un gouvernement ouvert et inclusif,

un appareil gouvernemental efficace, l'égalité hommes-femmes, le gouvernement local et l'État de droit. Ces activités permettent de s'attaquer à la question transversale de l'inclusion des jeunes. Le Programme Gouvernance implique des décideurs politiques, des représentants de la société civile, des institutions indépendantes et les parlements. Il apporte également sa contribution à des initiatives multilatérales telles que le Pilier Gouvernance du Partenariat de Deauville pour les pays arabes en transition ou le Partenariat pour un gouvernement ouvert.

www.oecd.org/mena/governance

www.tcmnaoecd.org/en



Pour soutenir la diffusion des bonnes pratiques et renforcer les capacités du secteur public, l'OCDE et l'École nationale d'administration italienne (SNA) ont établi le **Centre de formation du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance** de Caserta en 2012. La Mission du Centre est de fournir des cours de formation en soutien aux administrations publiques des pays arabes et de promouvoir l'efficacité et l'efficacité du secteur public et les principes de la bonne gouvernance. Le Centre MENA-OCDE pour la gouvernance fait officiellement partie du Plan d'action pour la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption du Partenariat de Deauville pour les pays arabes en transition (Pilier Gouvernance). Le Centre travaille en étroite collaboration avec d'autres instituts de formation régionaux, tels que l'Organisation arabe du développement administratif (ARADO) de la Ligue des États arabes et GIFT-MENA. Le Centre fait aussi partie du Réseau mondial de l'OCDE des écoles d'administration.

Le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité contribue à améliorer l'environnement des affaires dans la région pour des investissements plus nombreux et de meilleure qualité et pour le développement du secteur privé comme moteur d'une croissance économique durable et inclusive.

Le Programme Compétitivité est basé sur une plateforme ouverte et participative engageant les gouvernements, des représentants du secteur privé, les donateurs, les organisations internationales et des experts. Ses activités encouragent une augmentation

des **investissements et des échanges internationaux** tout en prenant en considération leurs **liens avec et leurs effets sur les économies locales**, par exemple par le biais des chaînes de valeur mondiales. Les activités du Programme Compétitivité favorisent aussi la prise en compte systématique des femmes et des jeunes dans les processus d'élaboration des politiques publiques. Ce travail contribue aux efforts du Partenariat de Deauville pour les Pays Arabes en Transition, la coopération industrielle euro-méditerranéenne et autres initiatives.

www.oecd.org/mena/competitiveness



Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA)

SIGMA est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'Union européenne destinée à fournir une aide au renforcement des administrations publiques et à la mise en œuvre des réformes de gouvernance dans les pays de l'Europe élargie et du voisinage, y compris l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

Une bonne gouvernance et une administration publique fonctionnant bien sont essentielles pour **créer et maintenir la confiance dans le gouvernement** et pour adopter les réformes

structurelles nécessaires en vue d'améliorer les niveaux de vie de la société. SIGMA œuvre pour renforcer les capacités du secteur public, améliorer la gouvernance horizontale et améliorer la conception et la mise en œuvre des réformes d'administration publique, y compris par la hiérarchisation appropriée, le séquençage et la budgétisation. SIGMA travaille en étroite collaboration avec le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance.

www.sigmaxweb.org



Le Partenariat de Deauville pour les Pays Arabes en Transition

Le Partenariat de Deauville est une plateforme multilatérale apportant un soutien politique et financier aux six pays arabes en transition (PAT) : l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen.

Le Partenariat de Deauville a été lancé en 2011, suite au Printemps arabe, comme effort international parrainé par le G8 d'alors pour soutenir les pays MENA dans leurs transitions démocratiques et économiques. Depuis sa création, le Partenariat a servi de forum de coopération dans plusieurs domaines, notamment la bonne gouvernance, la participation de la société civile, la création

d'emplois, le développement des PME, l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes. Il implique les pays du G7 ainsi que la Russie, les Pays arabes en transition (Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen), les Pays partenaires (Koweït, Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, Émirats arabes unis) et des organisations internationales, y compris l'OCDE et les institutions financières internationales actives dans la région. Le **Fonds de transition MENA** a été mis en place en 2012 dans le cadre du Partenariat pour fournir une aide financière à la coopération technique en soutien à la mise en œuvre des réformes développées et adoptées par les PAT eux-mêmes.



☉ Conférence des hauts responsables du Partenariat de Deauville sur la « gouvernance économique », siège de l'OCDE à Paris, France, 6 mai 2015

Le Partenariat de Deauville pour les Pays Arabes en Transition

L'OCDE joue un rôle important dans le Partenariat de Deauville depuis ses débuts. D'une part, l'OCDE a aidé les présidences successives du G7 à formuler les priorités stratégiques du Partenariat en s'appuyant sur l'expertise et les réseaux de **l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité** et sur **l'Initiative SIGMA**. Récemment, l'OCDE a travaillé avec la Présidence allemande de 2015 à la préparation du **Pacte de Deauville pour la gouvernance économique**, document stratégique exposant le cadre des réformes à mener dans plusieurs domaines prioritaires, à savoir la stabilité macro-économique et les réformes structurelles, l'efficacité du service public, le développement du secteur privé et l'élaboration inclusive des politiques publiques. L'OCDE travaille actuellement aux côtés de la Tunisie et de l'Égypte, qui ont été choisis comme pays pilotes pour l'élaboration de plans de mise en œuvre du Pacte spécialement adaptés à la situation du pays concerné.

L'OCDE est l'une des principales sources de conseils politiques pratiques et de coopération technique dans le cadre du Fonds de transition MENA, avec la mise en œuvre de **20 projets** de soutien aux réformes dans des domaines tels que la mobilisation des ressources fiscales et nationales, la bonne gouvernance et l'État de droit, la participation économique et politique des femmes et des jeunes, l'investissement, le développement des PME et la création d'emplois. Plusieurs de ces projets sont menés en collaboration avec des IFI, y compris la Banque mondiale et la SFI, la Banque islamique de développement, le Fonds arabe pour le développement économique et social et la Banque africaine de développement.



Le Partenariat de Deauville du G7 est une plateforme unique de dialogue entre les Pays arabes en transition, les membres du G7, les partenaires régionaux et les organisations internationales concernées. En dépit des importants défis auxquels la région doit actuellement faire face, le Partenariat a accompagné les pays MENA dans leurs efforts de réforme pour bâtir des économies stables, prospères et inclusive. Depuis 2011, le Partenariat a apporté, notamment par le biais de son Fonds de transition, un soutien politique et financier aux réformes visant à améliorer la stabilité macroéconomique et à promouvoir la bonne gouvernance, la création d'emplois, la diversification économique et la cohésion sociale. L'OCDE est un partenaire clé de cette entreprise importante. L'Organisation, sous la coordination du Sherpa et de l'Unité Gouvernance mondiale, a contribué à stimuler le dialogue sur les politiques publiques par le biais d'initiatives comme le Pacte pour la gouvernance économique. De plus, s'appuyant sur l'expérience et les meilleures pratiques de l'OCDE, ainsi que sur ses instruments et normes, les projets que nous menons dans le cadre du Fonds de transition MENA apportent une contribution décisive à la promotion d'une gouvernance saine et ouverte, de systèmes de fiscalité plus justes et plus transparents, d'un environnement plus propice aux investissements et au développement des PME, et d'une participation accrue des femmes à l'élaboration des politiques publiques, entre autres exemples. Ces initiatives attestent l'engagement de l'OCDE à travailler avec nos partenaires de Deauville à fournir de meilleures politiques pour de meilleures vies dans l'ensemble de la région. »

Gabriela Ramos, chef de cabinet de l'OCDE et Sherpa auprès du G20

www.menatransitionfund.org

Le Programme-pays Maroc

Le Programme-pays soutient le gouvernement marocain dans l'élaboration et la mise en œuvre de réformes essentielles, aide à rapprocher le pays des normes politiques de l'OCDE et prépare la voie à une plus grande participation aux organes de l'OCDE.

En juin 2015, l'OCDE et le gouvernement du Royaume du Maroc ont signé un Protocole d'entente sur un Programme-pays de deux ans. Il consiste en 16 projets, l'adhésion à neuf instruments juridiques de l'OCDE et le renforcement de la participation du Maroc à neuf organes de l'OCDE. Il s'articule autour de trois grands domaines politiques : **croissance économique et compétitivité, inclusion sociale et gouvernance publique**. Cet ensemble d'activités permettra au Maroc d'accéder à l'expertise et aux recommandations de l'OCDE afin de développer et de renforcer son programme de réformes au cours des deux années à venir, à l'appui d'une croissance forte, inclusive et durable.

« Au cours des 10 dernières années, le Royaume du Maroc et l'OCDE ont entretenu des relations fructueuses qui ont permis d'approfondir notre partenariat stratégique et d'en faire une plateforme d'échange des normes et meilleures pratiques et un vecteur d'amélioration des politiques publiques.

Le rôle actif joué par le Maroc durant sa coprésidence de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement, son adhésion à de nombreux instruments, ainsi que sa participation à divers organes de l'OCDE, attestent de la qualité de cette coopération ; laquelle a accompli un saut qualitatif avec la signature de l'accord du Programme-pays en 2015.

La palette d'activités convenues dans le cadre de ce programme nous permettra de disposer d'informations et de recommandations clés pour renforcer notre gouvernance publique au niveau national



🕒 **Abdelilah Benkirane**, Chef du gouvernement du Royaume du Maroc, avec **Angel Gurría**, Secrétaire-général de l'OCDE, 15 juin 2015, Paris, France.

et local, et consolider notre plan de réformes économiques et sociales visant à réaliser une croissance plus forte, inclusive et durable.

Je me réjouis du raffermissement de nos liens de coopération et j'espère que l'amélioration du statut de notre pays dans différents comités de l'OCDE enrichira leurs travaux et nous permettra d'en tirer un meilleur profit. »

Abdelilah Benkirane, Chef du gouvernement du Royaume du Maroc

www.oecd.org/newsroom/oecd-strengthens-co-operation-with-Marocsigns-Maroc-country-programme-agreement.htm

Promouvoir une coopération au développement efficace

La Stratégie de l'OCDE pour le Développement, adoptée lors de la Réunion au Conseil au niveau des ministres 2012, donne une impulsion à la mission fondatrice de l'OCDE qui est de contribuer au développement de tous les pays en partageant les connaissances et les expériences des politiques publiques.

L'OCDE et le PNUD soutiennent conjointement le **Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement** (GPEDC), partenariat pluripartite qui rassemble des gouvernements, des entreprises, des représentants de la société civile et d'autres organismes engagés à améliorer l'impact de la coopération au développement. Le GPEDC fournit une base de données mondiale unique sur la qualité de la coopération au développement et a pour objectif l'apprentissage et le partage des enseignements fondés entre autres sur les résultats du Cadre de suivi du GPEDC.

Les pays MENA participent activement au GPEDC. Le Groupe de coordination des fonds arabes et l'Égypte sont membres du Comité directeur du Partenariat depuis 2014. Plusieurs pays MENA (Algérie, Djibouti, Égypte, Koweït, Maroc, Arabie saoudite et Mauritanie, entre autres) ont adopté les principes du Partenariat mondial dès leur adoption à Busan (Corée) en 2011 et ont été des participants actifs à la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial qui a eu lieu à Mexico en avril 2014.

Les pays de la région participent également à l'effort de suivi du GPEDC : l'Égypte et l'Autorité palestinienne ont fourni des données au niveau national pour qu'elles soient incluses dans le premier **Rapport sur les progrès du Partenariat mondial** (2014) et l'Égypte et le Yémen se sont engagés à fournir des données pour le deuxième **Rapport sur les progrès du Partenariat mondial** (2016, à paraître). Ces rapports suivent les progrès réalisés en termes d'efficacité de la coopération au service du développement dans des domaines spécifiques,

comme l'appropriation des programmes d'aide par les pays et leurs résultats, la création de partenariats inclusifs de développement et la transparence et la responsabilité en ce qui concerne les résultats du développement.



« L'Agenda 2030 pour le développement durable propose une vision ambitieuse et globale du développement mondial. Il s'applique à tous les pays du monde et exige de tous les acteurs et décideurs politiques qu'ils travaillent pour un monde meilleur et durable. Au CAD, nous avons travaillé avec des acteurs de différents

pays et organisations pour apprendre et mieux comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Ces dernières années, nous avons aussi établi un dialogue régulier et renforcé avec les bailleurs arabes, les pays et les institutions arabes étant les sources les plus importantes du financement du développement en dehors du CAD. »

Erik Solheim, directeur, Programme des Nations Unies pour l'environnement et ancien directeur du Comité d'aide au développement

www.effectivecooperation.org

www.effectivecooperation.org/wordpress/hlm2014



SCANNEZ
POUR LIRE LE
RAPPORT



Collaboration avec les acteurs arabes de la coopération au développement



Les pays et institutions arabes ont fourni des quantités substantielles d'aide publique au développement (APD) et ont des expériences considérables à partager sur la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Le **Comité d'aide au développement** (CAD) a établi des liens avec les fournisseurs arabes de la coopération au développement, notamment les institutions du **Groupe arabe de coordination** (ACG) pour discuter des questions de développement, identifier les moyens de mieux coordonner leurs activités, apprendre des expériences des uns et des autres et devenir plus efficace pour soutenir les efforts des pays en développement à obtenir des résultats en matière de développement. Les Émirats arabes unis (E.A.U.) sont devenus le premier participant du CAD en 2014, et d'autres pays arabes intensifient actuellement leur collaboration avec le CAD. De fait, les E.A.U. ont affiché le plus haut ratio d'APD-revenu national brut avec un taux de 1,26 % (ou 5,1 milliards de dollars) en 2014.

Des discussions entre le CAD et les fournisseurs arabes sont organisées régulièrement depuis 2009. Ces discussions sont

l'occasion de débattre d'une variété de sujets, y compris l'énergie, l'aide au commerce ou le secteur privé. L'un des principaux résultats de ces réunions a été la création d'un groupe de travail conjoint ACG-CAD sur l'énergie pour étudier des moyens communs de développer les activités visant à améliorer l'accès à l'énergie dans certains pays d'Afrique sub-saharienne.

Le CAD travaille également avec les fournisseurs arabes sur les statistiques et le financement du développement. Trois pays (le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite) et quatre organisations multilatérales (la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque islamique de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international) rendent compte à l'OCDE de leurs flux de coopération au développement. D'autres pays MENA reçoivent de l'APD à la fois des donateurs arabes et des membres du CAD.

www.oecd.org/dac/dac-global-relations/engaging-arab-countries-and-institutions.htm



© Dialogue donateurs arabes-CAD, janvier 2015, Paris.



« La région MENA et l'OCDE sont engagées dans un partenariat mutuellement bénéfique par le biais de l'Initiative MENA-OCDE. À la région MENA, l'Initiative permet de bénéficier d'un dialogue sur les politiques publiques et de l'échange entre pairs dans des domaines politiques clés. À l'OCDE, l'Initiative permet de bénéficier de nouvelles perspectives politiques et de travailler avec des partenaires de cette région stratégique.

Grâce à l'extension de son mandat pour 2016-2020, l'Initiative s'efforcera de favoriser l'intégration économique régionale comme moyen de promouvoir la compétitivité et une croissance économique inclusive et durable. »

Paulo Vizeu Pinheiro, Ambassadeur du Portugal auprès de l'OCDE, président du Comité des relations extérieures.



« La stratégie Relations mondiales de l'OCDE vise à faire de l'Organisation un réseau politique mondial plus efficace et inclusif. Nous sommes engagés à renforcer notre travail avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et prêts à soutenir les efforts de la région pour améliorer le climat des investissements, moderniser les structures de gouvernance et leur fonctionnement, renforcer les partenariats régionaux et

internationaux et promouvoir une croissance économique inclusive. Nous sommes également engagés à continuer de rapprocher les programmes de réforme des économies MENA du débat mondial, y compris grâce au rôle de l'OCDE et de ses pays membres dans les structures de gouvernance mondiale comme le G20 et le G7. Parallèlement, l'OCDE se réjouit de continuer à bénéficier des perspectives et des expériences de la région, lesquelles ont prouvé leur importance pour enrichir nos débats sur les politiques publiques. »

Marcos Bonturi, représentant spécial de l'OCDE auprès des Nations unies.



« Les liens culturels, sociaux, économiques et historiques étroits qui existent entre l'Afrique du Nord et l'OCDE font de la coopération avec la région MENA l'une des priorités stratégiques de l'Organisation. L'OCDE est engagée à aider ses partenaires MENA à répondre à leurs priorités politiques, y compris pour la conception et la mise en œuvre de réformes globales pour la croissance inclusive et l'emploi

dans la région. L'Initiative MENA-OCDE a notamment accru son engagement avec le Partenariat de Deauville du G7 pour les Pays arabes en transition par le biais de projets régionaux et l'élaboration stratégique de cadres politiques communs tels que le Pacte pour la gouvernance économique. L'OCDE se tient également prête à soutenir la région MENA dans la réalisation des Objectifs de développement durable. »

Andreas Schaal, directeur de Relations mondiales, OCDE.





**PROGRAMME
POUR UNE
CROISSANCE
DURABLE ET
INCLUSIVE**

Mettre en œuvre des réformes structurelles en soutien à la diversification économique et à une croissance durable et inclusive

Les défis que la région MENA connaît actuellement en matière de sécurité, de géopolitique et de migration exigent des réponses immédiates. Mais atteindre une croissance durable et inclusive nécessite également la mise en œuvre de réformes structurelles conduisant à une croissance économique source d'opportunités pour l'ensemble de la population et qui répartit de manière équitable les fruits d'une plus grande prospérité. L'OCDE aide ses partenaires de la région MENA à élaborer et mettre en œuvre des réformes pour l'emploi, la diversification économique et la création d'économies plus résilientes, inclusives et durables.

L'OCDE examine les développements macroéconomiques et les politiques structurelles des pays membres et des pays partenaires. Publiées tous les deux ans, les **Études économiques par pays** analysent la situation économique globale dans un pays donné et proposent des réformes à engager en priorité. Les Enquêtes analysent aussi en profondeur différentes questions thématiques qui sont définies en collaboration avec les autorités nationales. Ces études sont conduites en étroite coopération avec les autorités nationales et l'ensemble des parties prenantes, notamment les hauts dirigeants du pays, accroissant ainsi l'impact des messages aux plus hauts niveaux politiques. L'OCDE est prête à réaliser des Enquêtes économiques pour les pays MENA qui seraient intéressés.

L'OCDE produit également des prévisions économiques deux fois par an, au printemps et en automne, chaque pays obtenant un score reflétant les évolutions récentes, ses perspectives pour les deux prochaines années et les réformes prioritaires à engager. Ces prévisions et analyses sont publiées en tant que **Perspectives économiques de l'OCDE**. L'évaluation des réformes structurelles et des priorités pour l'avenir est résumée dans le rapport **Objectif Croissance**. Ces études sont aussi fondées sur un suivi continu de chaque pays par une équipe d'économistes et bénéficient des contributions d'autres experts de l'OCDE.



Discussions entre (de gauche à droite) **Hakim Ben Hamouda**, ancien Ministre de l'Économie et des Finances de Tunisie, **Alvaro Pereira**, Directeur, Département Économie, **Isabelle Joumard**, Économiste sénior, département Économie et **Carlos Conde**, Chef de la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord au cours de la préparation du rapport *Tunisie : un programme de réformes à l'appui de la compétitivité et de la croissance inclusive*.

L'OCDE apporte aussi une aide pluridisciplinaire et pangouvernementale aux réformes structurelles. Ce soutien est particulièrement pertinent pour les pays connaissant des transitions et des réformes structurelles importantes et peut être très bénéfique aux économies MENA. Les **Examens multidimensionnels par pays** (MDCR) identifient les obstacles aux moteurs de la croissance qui entravent également les facteurs plus profonds du développement économique et du bien-être des citoyens. Dans la région MENA, le Maroc a terminé la première étape d'un MDCR, qui a consisté en l'identification des réformes clés à mener.



Le rapport 2015 **Tunisie : un programme de réformes à l'appui de la compétitivité et de la croissance inclusive**, réalisé à la demande des autorités tunisiennes, s'appuie sur l'expertise de l'OCDE en matière de comparaison des expériences nationales et d'identification des meilleures pratiques. Ses résultats aident le gouvernement tunisien à repérer et à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour avancer dans sa transition économique et favoriser une croissance plus équilibrée, inclusive et durable. Le rapport fait partie de la série **Des politiques meilleures**, qui adapte les conseils politiques de l'OCDE aux priorités spécifiques d'un pays ou région à un moment donné, en mettant l'accent sur la manière dont les gouvernements peuvent concrétiser leurs projets de réforme. Une brochure **Des politiques meilleures** pour la région MENA sera présentée lors de la Conférence Ministérielle MENA-OCDE qui se tiendra à Tunis en octobre 2016.

Perspectives économiques africaines est une publication annuelle, préparée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'OCDE et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce rapport présente les enquêtes et les analyses menées sur la performance économique des pays africains. Il fournit des informations sur l'état actuel du développement économique et social en Afrique et fait des projections pour les deux années à venir. Complètes et comparables, ses données et analyses portent sur 54 économies africaines, y compris l'Algérie, Djibouti, l'Égypte, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Chaque année, Perspectives économiques africaines est officiellement présenté lors de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement.

www.oecd.org/dev/mdcr.htm

www.oecd.org/about/publishing/betterpolicysseries.htm

www.africaneconomicoutlook.org



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ
POUR LIRE LE
RAPPORT



Renforcer la résilience dans les situations post-conflit

Les conflits et les dissensions sociopolitiques peuvent entraîner d'énormes coûts humains, sociaux et économiques et avoir des effets négatifs aux niveaux régional et international qui mettent en péril la stabilité et l'activité économique. L'OCDE aide les pays affectés et soutient la communauté internationale à faire face aux défis urgents et à préparer la future reprise économique.

L'instabilité et les conflits en Irak, en Syrie et au Yémen ont causé dans ces pays des souffrances humaines inestimables, des dommages sociaux considérables et une perturbation importante d'activité économique. Cette situation met aussi à rude épreuve les pays voisins qui sont confrontés à une pression croissante pour la fourniture de services, d'infrastructures et d'emplois, non seulement pour les réfugiés, mais aussi pour leurs propres populations. Ce scénario complexe appelle une réponse internationale concertée sur plusieurs fronts, notamment le retour de la paix et de la stabilité, la fourniture d'une assistance humanitaire, la gestion de l'afflux de réfugiés et l'aide à l'intégration sociale des nouveaux arrivants dans les différents pays.

La collaboration de l'OCDE avec la région MENA aide les pays à répondre à cette situation de fragilité et de conflit et à se renforcer autour d'institutions fortes et de politiques économiques saines. L'OCDE travaille avec des pays et des économies fragiles et touchés par les conflits au double niveau régional et international. Les activités menées en vue de la réforme des politiques publiques et du renforcement des capacités prennent en compte le contexte spécifique de fragilité de ces pays.

La conférence **Investissement et croissance inclusive en contexte de crise : leçons apprises et perspectives**, organisée à Beyrouth en mai 2016, a rassemblé des représentants des secteurs public et privé du Liban, d'Égypte, d'Irak, de Jordanie, de Libye et de Tunisie, ainsi que des représentants des pays de l'OCDE, des organisations internationales et de la communauté des bailleurs.

Un net consensus s'est dégagé sur le rôle clé du secteur privé pour le renforcement de la résilience de la région et sur la nécessité de politiques gouvernementales ciblées afin de soutenir son développement. Les conclusions de la conférence seront intégrées au nouveau mandat de l'Initiative MENA-OCDE qui sera approuvé lors de la Réunion MENA-OCDE au niveau des ministres qui se tiendra en Tunisie en octobre 2016. Une nouvelle *Task force* sur la résilience économique dans les situations fragiles sera créée pour aider les pays touchés par la crise à répondre rapidement aux questions urgentes.

Par l'intermédiaire de son projet **Améliorer le climat des affaires et de l'investissement en Irak**, l'OCDE aide le gouvernement de ce pays à favoriser la croissance économique emmenée par le secteur privé grâce à des activités de renforcement des capacités et de dialogue sur les politiques publiques en vue d'améliorer les politiques et les institutions chargées de l'investissement et de l'environnement des affaires. Le rapport **Promouvoir l'investissement dans un contexte fragile**, rédigé dans le cadre de ce projet, fait des recommandations visant à consolider le cadre de la politique d'investissement et à renforcer la promotion de l'investissement dans les contextes fragiles.

L'OCDE collabore avec Libya Enterprise, l'agence des PME affiliée au ministère de l'Économie, pour l'élaboration d'un rapport complet sur **La reprise économique dans la Libye post-conflit : le rôle des PME pour soutenir la croissance et la stabilité**. L'étude sera lancée en 2016 et la mise en application des actions identifiées renforcera les efforts de reconstruction après le retour de la stabilité.

L'OCDE met également en œuvre un projet visant à **renforcer les capacités judiciaires afin d'améliorer l'intégrité, l'efficacité et l'efficacité du système judiciaire et de l'accès à la justice**. Le projet est mené en coopération avec le Fonds arabe de développement économique et social (AFESD) et le ministre de la Justice du Yémen.



L'OCDE aide ses États membres et ses partenaires à renforcer et à intégrer la résilience dans leurs stratégies et programmes menés dans la région MENA. L'objectif de ce travail est de contribuer à améliorer le bien-être des populations face aux chocs et tensions récurrentes et à élaborer des solutions de long terme aux causes de la stabilité dans la région. L'OCDE soutient également le développement de la **Stratégie régionale suédoise pour la crise syrienne**. Cette aide passe par l'utilisation du **Cadre d'analyse et de mesure des indices de résilience** de l'OCDE pour le développement par la Suède de sa stratégie de développement pour l'ensemble de la Syrie. Cette stratégie vient compléter les investissements humanitaires importants de la Suède et répond aux enjeux de long terme, tels que la cohésion sociale, pour bâtir la résilience aux chocs et tensions actuels. L'OCDE a également travaillé avec l'Équipe pays des Nations unies au Liban pour aider les efforts d'aide humanitaire, de stabilisation et de développement en cours à déterminer comment assister le plus efficacement possible les communautés et les institutions vulnérables du pays, en mettant l'accent sur les ressources et les capacités nécessaires pour faire face aux risques liés à la crise en Syrie.

Enfin, le gouvernement de Jordanie et l'OCDE étudient actuellement de nouvelles possibilités de coopération en vue de soutenir le **Pacte économique pour faire face à la crise des réfugiés syriens**. Ce Pacte reflète la nouvelle approche globale adoptée par le royaume hachémite de Jordanie et la communauté internationale et centrée sur l'approche pangouvernementale de la question des réfugiés et des migrations. Deux objectifs clés du Pacte sont l'accroissement des investissements et le soutien aux entreprises afin de fournir des opportunités économiques aux réfugiés et aux communautés d'accueil. L'OCDE aide d'ores et déjà le gouvernement sur ces deux dimensions politiques en aidant la Jordanie à mener des réformes juridiques et institutionnelles pour l'investissement ; à améliorer sa politique d'investissement ainsi que la promotion et les services d'investissements ; et à soutenir la mise en œuvre

de la Stratégie jordanienne de soutien aux PME pour la période 2016-2020 sur la base des bonnes pratiques internationales.



« La Commission nationale pour l'investissement et d'autres organes du gouvernement irakien coopèrent étroitement avec l'OCDE depuis 2007. Nous sommes reconnaissants de tout le soutien que l'OCDE nous a apporté au fil des années, et plus particulièrement récemment, pour améliorer notre climat des affaires et de l'investissement. Les conseils de l'OCDE sur la promotion de l'investissement et le droit de l'investissement, entre autres, ont aidé l'Irak à attirer davantage d'investissements, à diversifier notre économie et à reconstruire notre pays. »

Sami Al-Araji, président, Commission nationale irakienne pour l'investissement

www.oecd.org/mena/competitiveness/iraq.htm

www.oecd.org/mena/competitiveness/libyaproject.htm

www.oecd.org/mena/governance/yemen-mena-transition-fund-project.htm



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT

Renforcer les compétences, l'employabilité et l'inclusion des jeunes

La région MENA connaît l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés au monde. Dans certains pays, près d'un jeune sur deux, en particulier chez les jeunes diplômés, est sans emploi. Doter la jeunesse de compétences adaptées et lever les obstacles à leur insertion professionnelle est une priorité pour la plupart des pays de la région.

La région MENA se caractérise par une population jeune et dynamique représentant environ 30 % de la population totale. Toutefois, les taux élevés de chômage et de sous-emploi chez les jeunes et leur sous-représentation dans les processus décisionnels constituent des défis dans l'ensemble de la région. Accroître les niveaux d'intégration économique et sociale des jeunes, notamment des jeunes femmes, constituerait une impulsion pour le développement de la région entière.

Le **Plan d'action de l'OCDE pour les jeunes** fournit un cadre stratégique pour l'élaboration de systèmes éducatifs et de dispositifs spécifiques sur le marché du travail mieux adaptés pour les jeunes. Le rapport **Investir dans la jeunesse en Tunisie** (second rapport étendant le Plan d'Action pour les Jeunes aux économies émergentes, à la suite du Brésil), fournit un diagnostic détaillé du marché du travail des jeunes en Tunisie. Ce rapport met notamment l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels d'une part et sur l'entrepreneuriat d'autre part, dans le contexte de l'évolution de la Tunisie vers une croissance verte. Adoptant une perspective comparative internationale, il propose des options politiques pour faciliter la transition école-emploi. Ce rapport est aussi l'occasion pour d'autres pays de tirer des leçons des mesures innovantes prises par la Tunisie pour renforcer les compétences de sa jeunesse et



Photo: Arne Hoel / Banque mondiale



de ses chances d'emploi. Une enquête Investir dans la jeunesse est actuellement menée au Maroc pour la période 2016 -2017.

Des cadres de gouvernance publique efficaces sont essentiels pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'âge adulte et pour leur pleine participation à la vie politique, sociale et économique. Tout en prenant en compte le cadre législatif, institutionnel et politique et les pratiques en place, le rapport régional **Les jeunes dans la région MENA : comment les inclure** souligne les différentes voies qui s'ouvrent aux gouvernements pour développer une approche plus stratégique des solutions positives pour la jeunesse. Il suggère d'appliquer un « prisme jeunes » aux outils de gouvernement ouvert et aux sources traditionnelles de données afin de promouvoir la participation des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les processus décisionnels. Forts des bonnes pratiques mises en place dans les pays MENA et OCDE, il fournit des recommandations politiques pour intégrer une perspective jeunesse dans des domaines tels que l'intégrité du secteur public, la budgétisation publique, la politique réglementaire et la gouvernance locale.

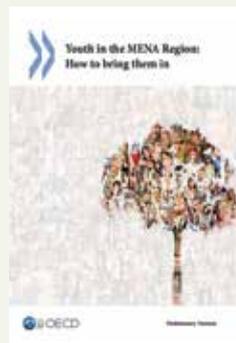
Dans le cadre du **Projet Inclusion des jeunes**, l'OCDE analyse les politiques relatives à la jeunesse dans dix économies émergentes et en développement, y compris dans la région MENA. Le projet repose sur une approche plurisectorielle pour aider les pays à mieux répondre aux aspirations des jeunes et à renforcer leur implication dans les processus du développement national. Le projet mettra en lumière les facteurs des vulnérabilités de la jeunesse et des transitions réussies. Il renforcera aussi les capacités nationales à concevoir des politiques fondées sur des données factuelles pour promouvoir réellement l'inclusion et le bien-être des jeunes.



« Près d'un tiers des Egyptiens ont entre 20 et 35 ans et, chaque année, plus de 500 000 nouveaux diplômés entrent dans la vie active. Je crois fermement que ces faits ne doivent pas être considérés comme des défis mais comme des atouts potentiels. Le défi réel est de concevoir et mettre en œuvre des politiques créatrices d'emploi en rendant l'économie égyptienne encore plus compétitive et en créant des conditions égales pour tous afin de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat grandissant. Ce faisant, nous devons créer les conditions pour que les jeunes talents puissent s'épanouir et profiter de la puissance de l'innovation, tout en promouvant l'égalité hommes-femmes. Je suis heureux de travailler en étroite collaboration avec le Programme MENA-OCDE pour aider l'Égypte dans cette entreprise. »

Yasser Elnaggar, First Assistant Minister of Planning, Administrative Reform and Monitoring, Arab Republic of Egypt

www.oecd.org/youth.htm



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT

S'attaquer aux inégalités hommes-femmes

Une plus grande participation des femmes dans l'économie et la vie publique conduit à une croissance économique plus forte et plus inclusive. L'une des priorités économiques et sociales les plus importantes pour les pays MENA consiste à promouvoir l'égalité hommes-femmes et à développer des lois, des politiques publiques et des institutions plus équitables qui soient représentatives de l'ensemble de la société. L'OCDE aide la région MENA dans cette entreprise par le biais de plusieurs activités régionales et nationales.

Construire des sociétés inclusives et investir dans les femmes augmente la productivité, améliore l'autonomisation économique des femmes et réduit la pauvreté et les inégalités. Surmonter les obstacles à la participation des femmes dans l'économie et dans la vie publique de la région MENA est l'une des priorités essentielles pour libérer le potentiel de développement des pays arabes. Le **Programme de gouvernance MENA-OCDE** soutient la participation des femmes à l'élaboration des politiques publiques comme moyen de renforcer une gouvernance souple et équitable. Cette question revêt une importance particulière pour le monde arabe puisque la proportion de femmes dans les

organes législatifs des pays de la région MENA est de 17,9 % en moyenne - le deuxième taux le plus bas au monde. Le projet régional du Fonds de transition MENA de l'OCDE **Promouvoir les femmes dans les parlements et l'élaboration des politiques publiques** vise à maximiser l'intégration des femmes dans la vie publique et le processus d'élaboration des politiques publiques en Égypte, en Jordanie et au Maroc en s'appuyant sur les politiques gouvernementales ouvertes et en intégrant une perspective sexospécifique dans le fonctionnement des conseils parlementaires et locaux. Ce projet vient compléter le rapport 2014 de l'OCDE et du Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR) sur **Les femmes dans la vie publique : genre, droit et politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**. Ce rapport a fourni de nombreuses données sur l'état de l'égalité hommes-femmes dans la région MENA ainsi que des recommandations aux gouvernements sur la façon d'adapter les politiques de façon à améliorer l'équilibre entre les sexes et permettre une croissance inclusive.

La plateforme **Femmes au gouvernement a été créée en 2009 pour garantir que les considérations de genre soient bien intégrées dans toutes les activités et groupes de travail du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance. De plus, la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes dans la vie publique régit les projets qui seront entrepris à l'avenir dans la région MENA et établit des critères à l'intention des gouvernements.** La Recommandation exige que ses adhérents rendent possible l'égalité d'accès aux possibilités de leadership - y compris dans les parlements, l'exécutif et le judiciaire, ainsi que dans les administrations publiques, et qu'ils renforcent leurs capacités institutionnelles pour intégrer systématiquement l'égalité hommes-femmes dans l'ensemble des domaines de l'action publique.

Permettre aux gens de créer leur propre emploi ainsi que des emplois pour les autres est fondamental pour l'émergence d'une économie plus entrepreneuriale dans laquelle de



Photo: Arne Hoel / Banque mondiale



nouvelles entreprises répondent aux nouveaux besoins. Le **Forum des Femmes entrepreneurs MENA-OCDE**, réseau interrégional de plus de 700 représentants de la communauté des femmes d'affaires et des gouvernements de la région MENA, sert de plateforme de recherche et de dialogue sur les politiques publiques. Sa publication **Les femmes et l'entreprise 2014: Accélérer le développement de l'entrepreneuriat dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient** a évalué l'accès des femmes entrepreneurs au financement et aux services de développement des entreprises. La publication à paraître **L'autonomisation économique des femmes : l'impact des cadres juridiques d'Algérie, Égypte, Jordanie, Libye, Maroc et Tunisie** détermine si et dans quelle mesure les cadres juridiques régissant le statut respectif des hommes et des femmes ont un impact sur leur participation économique. Elle met en lumière les liens complexes qui existent entre les différents ensembles de règles et normes sociales et les résultats économiques, et propose des recommandations politiques concrètes, fondées notamment sur le travail plus général mené par l'OCDE en matière d'égalité hommes-femmes. Cette publication a pour but d'inciter les décideurs politiques à surmonter les obstacles juridiques qui empêchent une participation plus forte des femmes dans l'économie. Les partenariats du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité avec des acteurs régionaux et internationaux, tels que la Ligue des États arabes, l'Union pour

la Méditerranée ou ONU Femmes, favorisent les synergies et les complémentarités dans leurs actions respectives.

L'**Indicateur Institutions sociales et égalité femme-homme** (SIGI) du Centre de développement de l'OCDE mesure les discriminations qui s'exercent contre les femmes dans plus de 160 pays couvrant toutes les régions du monde, y compris la région MENA. Le SIGI examine les pratiques discriminatoires des institutions sociales dans cinq domaines : les discriminations au sein du code de la famille, les atteintes à l'intégrité physique, la préférence pour les garçons, l'accès restreint aux ressources et aux biens, et les atteintes aux libertés civiles. Alors que les indicateurs traditionnels des écarts hommes-femmes mettent l'accent sur les résultats tels que l'emploi et l'éducation, SIGI est seul à mettre l'accent sur les facteurs sous-jacents de l'inégalité, comme les discriminations au sein de la famille, les violences contre les femmes et l'accès limité des femmes à la propriété. Mis à jour tous les deux ans, le SIGI est la seule base de données à fournir des données solides sur les institutions sociales discriminatoires.

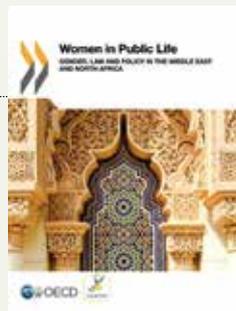
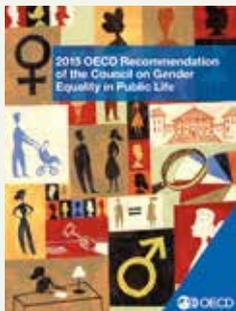
www.oecd.org/mena/governance/gender-equality-in-public-life.htm

www.oecd.org/mena/competitiveness/wbf.htm

www.oecd.org/dac/gender-development

www.oecd.org/mena/investment/womenempowerment.htm

www.oecd.org/mena/governance/gender-equality-in-public-life.htm



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT



Renforcer les compétences par l'éducation et la formation

Les gouvernements cherchant à concevoir des politiques efficaces ont besoin de données factuelles qui soient complètes, adaptées aux besoins du pays et comparables au niveau international. La participation croissante aux enquêtes internationales de l'OCDE sur l'éducation aide de plus en plus de pays de la région MENA à répondre à ces besoins et à améliorer l'impact de leurs politiques éducatives.

Le **Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)** évalue les élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences. Plus de 70 pays et économies participent à PISA, y compris l'Algérie, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, le Qatar et la Tunisie. Le Maroc et l'Arabie saoudite participeront au cycle d'analyse 2018 de PISA.

L'**Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS)** fournit des informations sur les conditions de travail des enseignants et sur les environnements d'apprentissage dans les écoles, ainsi que des suggestions pour améliorer les politiques relatives aux enseignants. Abu Dhabi, l'Arabie saoudite et Dubaï participeront à l'édition 2018 de l'enquête.

L'intérêt de la région MENA pour l'enseignement supérieur se traduit par la participation d'institutions de Bahreïn, du Liban, du Qatar, d'Arabie saoudite et des EAU en tant que membres du **Programme de l'OCDE sur la gestion institutionnelle dans l'enseignement supérieur (IMHE)**, forum où les professionnels de l'éducation échangent les meilleures pratiques et partagent leurs réflexions sur l'évolution de l'enseignement supérieur aux niveaux international, national et local.





Renforcer les compétences par l'éducation et la formation

L'OCDE fournit aussi des conseils personnalisés aux différents pays MENA sur leurs politiques relatives à l'éducation et aux compétences. Une étude de 2015 **Compétences au-delà de la scolarité** en Égypte a mis l'accent sur les systèmes et les options d'enseignement et de formation professionnels post-secondaires pour améliorer les compétences de base et accroître l'engagement des employeurs. Une publication de 2013, **Intégrité dans l'enseignement public en Tunisie : réinstaurer la confiance**, s'est servie des données PISA pour analyser la responsabilité des écoles et des enseignants tunisiens et pour proposer des options politiques pour contribuer à renforcer la confiance dans le système éducatif public. L'OCDE aide le Maroc à identifier des moyens de garantir que le système national d'évaluation permette effectivement d'améliorer la qualité et l'équité du système scolaire.

Il est important lorsqu'on investit des ressources qui sont rares dans le développement des compétences de s'assurer que les employeurs aient réellement besoin de ces compétences. Par conséquent, l'OCDE collabore avec les pays pour les aider à améliorer la manière dont ils anticipent, évaluent et répondent à l'évolution des besoins en compétences et elle se tient prête à offrir une aide semblable aux pays MENA. L'OCDE a également développé une base de donnée **Indicateurs mondiaux des compétences pour l'emploi** (WISE) qui peut servir à examiner d'un point de vue comparatif les défis et les performances de chaque pays, y compris ceux de la région MENA, en matière de compétences.

www.oecd.org/pisa

www.oecd.org/edu/school/talis.htm

www.oecd.org/edu/imhe



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT



Favoriser le développement régional et le développement de villes et d'une urbanisation durables

Des politiques efficaces de développement régional, rural et urbain peuvent contribuer à rendre la croissance plus inclusive, plus durable et plus écologique. Alors que les facteurs de disparité entre les régions d'un pays peuvent varier, ils soulignent souvent les spécificités des environnements urbains ou ruraux et la nécessité de mieux relier le développement urbain et rural dans les stratégies nationales.

Les nouveaux pouvoirs conférés aux collectivités locales par la décentralisation créent des possibilités de mieux répondre aux besoins locaux. Pour que la décentralisation fonctionne, les capacités des institutions publiques à l'échelon local doivent être renforcées pour leur permettre d'assumer de nouvelles responsabilités et de dialoguer efficacement avec

les associations professionnelles locales et les citoyens, ainsi qu'avec le gouvernement national, pour surmonter les disparités régionales persistantes. L'OCDE aide les pays MENA à renforcer leur gouvernance au niveau local. En Jordanie, par exemple, l'OCDE aide le gouvernement à procéder à une évaluation de ses mécanismes de gouvernance actuels et à développer ses capacités pour promouvoir des processus d'élaboration des politiques publiques et de prestation de services publics inclusifs et efficaces. L'OCDE aide aussi le Maroc et la Tunisie dans leurs efforts de décentralisation en cours.

En outre, l'OCDE est prête à soutenir les pays MENA à améliorer leurs stratégies de développement territorial. Cela pourrait inclure la participation des économies MENA aux publications phares de l'OCDE, **Perspectives régionales de l'OCDE** et





Panorama des régions de l'OCDE, qui présentent les tendances et les données internationales sur le développement régional. Les pays MENA pourraient également participer aux **examens des politiques publiques territoriales, urbaines et rurales** qui abordent différents éléments de ces politiques et aident à identifier les opportunités de développement dans des régions et villes spécifiques.

La participation à des forums politiques de haut niveau pourrait aussi s'avérer bénéfique aux pays MENA et à leurs villes. Par exemple, la **Table-ronde de l'OCDE des maires et des ministres** réunit les gouvernements nationaux et locaux dans le but d'identifier les politiques pour des villes plus résilientes et inclusives à cette période d'urbanisation croissante. La **Conférence de l'OCDE sur les politiques de développement**

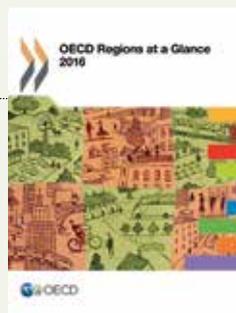
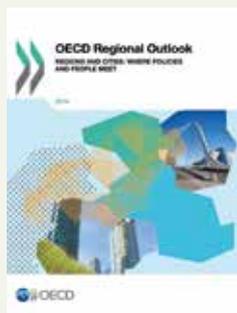
rural (RDPC) rassemble des décideurs politiques et des experts pour identifier les bonnes pratiques pour le développement des zones rurales. Le Maroc participe à la RDPC depuis près de 12 ans et il est aujourd'hui engagé dans un dialogue avec l'OCDE sur les politiques de développement territorial dans le cadre de son Programme-pays de l'OCDE. La Tunisie a également manifesté son intérêt pour la production d'indicateurs territoriaux qui permettent aux politiques de développement national d'être mieux adaptées aux besoins et opportunités spécifiques de ses différentes régions.

www.oecd.org/gov/regional

www.oecd.org/gov/cities

www.oecd.org/effective-public-investment-toolkit

www.oecd.org/mena/governance/local-governance.htm



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT



Accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire



Face à la volatilité des prix alimentaires, la croissance rapide de la population et le changement climatique, les gouvernements reconnaissent de plus en plus l'importance d'investissements accrus dans la recherche et le développement agricoles comme un facteur essentiel accroître la productivité agricole. L'OCDE aide les pays à améliorer l'innovation, la durabilité et la compétitivité aussi bien pour les agriculteurs commerciaux que pour les petits exploitants.

L'agriculture dans le monde arabe est un secteur très diversifié, dont la contribution au PIB varie, représentant plus de 14 % en Égypte et au Maroc et moins de 1 % au Koweït et aux Émirats arabes unis. La taille de la population rurale est de même diverse, allant d'un peu plus de 1 % au Qatar à près de 68 % au Yémen. Avec des taux élevés de croissance de la population et des zones limitées de ressources en terres arables et en eau, la région est confrontée à un défi clair : comment assurer un accès fiable à des sources alimentaires nutritives.

Alors que la région est un importateur net de produits agricoles – et est donc dépendante du commerce pour ses besoins de base en céréales, huile alimentaire et sucre par exemple – la protection frontalière des produits agricoles reste élevée dans certains pays. L'OCDE conseille aux gouvernements d'évoluer vers des instruments politiques ciblés qui soient adaptés à des objectifs spécifiques, équitables et ne faussent que de manière minimale la production et les échanges.

L'OCDE et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) publient chaque année **Perspectives agricoles de l'OCDE/OAA**, qui analyse les tendances agricoles dans les pays de l'OCDE et dans une sélection de pays non membres. La dernière édition du rapport fournit les tendances du marché mondial pour les biocarburants, les céréales, les oléagineux, le sucre, les viandes, les poissons et les produits laitiers pour la période 2016-2025 et inclut une évaluation des

développements récents, problèmes clés et incertitudes qui planent sur ces marchés des matières premières.

L'Égypte, le Maroc et la Tunisie adhèrent à plusieurs **Codes et Systèmes agricoles de l'OCDE**. Les Codes facilitent le commerce grâce à la simplification, l'harmonisation et la mise en œuvre de procédures de certification fixées à l'échelle mondiale.

www.oecd.org/agriculture

www.agri-outlook.org



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



BON FONCTIONNEMENT DES MARCHES

Améliorer l'environnement des investissements



L'investissement est un élément essentiel de la croissance économique. Il entraîne des transferts de technologie et des retombées en termes de productivité, facilite la formation de capital humain et favorise le commerce et améliore la compétitivité, avec des effets positifs sur la croissance et l'emploi. L'OCDE et la région MENA coopèrent activement pour améliorer les environnements et les politiques d'investissement afin de concrétiser l'important potentiel de développement de la région.

Les flux entrants d'IDE dans la région MENA ont baissé de plus de 50 % entre 2008 et 2015, malgré des différences importantes entre les pays. Les flux d'investissement intra-régional restent faibles, témoin du manque d'intégration et d'interconnexion.

Les pays MENA mènent actuellement des réformes pour développer l'investissement. L'OCDE soutient ces efforts par le biais d'instruments politiques, de dialogue régional et de projets spécifiques aux différents pays.

L'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie sont signataires de la **Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales**. La Déclaration consacre l'engagement des pays à fournir un environnement ouvert et transparent pour l'investissement international et à encourager les contributions positives des entreprises multinationales au progrès économique et social. Pour chaque signataire, l'OCDE conduit des **Revue de politiques d'investissement** (RPI) qui examinent les tendances, restrictions et politiques relatives aux investissements, ainsi que la promotion et la facilitation des investissements et autres domaines couverts par le **Cadre d'action pour l'investissement**.

S'appuyant sur ces instruments de l'OCDE, le **Groupe de travail sur l'investissement et le commerce** du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité soutient les processus de réforme de l'investissement dans la région en encourageant la prise de conscience, le partage d'expériences entre l'OCDE et les

acteurs de la région MENA, et les conseils sur les politiques publiques. Le Programme Compétitivité travaille également avec la Ligue des États arabes pour promouvoir les bénéfices d'une intégration régionale renforcée dans le domaine de l'investissement.

Le Programme Compétitivité aide aussi directement les pays à mettre en œuvre des réformes adaptées par le biais de différents projets : **Améliorer le climat des affaires et de l'investissement en Irak ; Investissement et compétitivité en Jordanie ; et Améliorer le climat de l'investissement en Égypte**. Les projets incluent la conception et la mise en œuvre de réformes, ainsi que le renforcement des capacités des institutions chargées de la politique, la promotion et les services d'investissement.

www.oecd.org/investment

www.oecd.org/investment/investment-policy/oecddeclarationanddecisions.htm

www.oecd.org/investment/pfi.htm

www.oecd.org/mena/competitiveness/investmentpoliciesandpromotion.htm



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



Promouvoir le commerce et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales



La production, le commerce et les investissements internationaux sont de plus en plus organisés au sein de chaînes de valeur mondiales (CVM) dans lesquelles les différentes étapes du processus de production sont localisées dans différents pays. L'analyse et les recommandations de l'OCDE aident les pays membres et non-membres de l'OCDE, y compris dans la région MENA, à accroître et à améliorer leur participation aux CVM.

Le commerce des intrants intermédiaires représente plus de 50 % des marchandises et 70 % du commerce des services. En conséquence, les CVM remettent en question la façon dont nous comprenons la mondialisation et soulèvent des questions sur la bonne façon d'élaborer les politiques dans un large éventail de domaines. La **base de données OCDE/OMC sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA)** a été développée pour générer de nouvelles idées sur les relations commerciales entre les pays et sur le processus de création de valeur. L'édition 2015 des indicateurs TiVA couvre 61 économies, dont l'Arabie saoudite et la Tunisie, et se décompose en 34 secteurs. Des efforts supplémentaires sont actuellement faits pour améliorer la couverture par pays et fournir de nouveaux éclairages sur l'ampleur des chaînes de valeur régionales dans la région MENA. Le Maroc sera inclus dans la prochaine édition mise à jour de la base de données.

Ces activités sont également utiles pour étudier les possibilités d'améliorer les systèmes d'information statistique afin de

mieux comprendre les dynamiques plus complexes des CVM, notamment en ce qui concerne le rôle des IDE, l'intégration des PME, les compétences, l'emploi et la contribution du capital de la connaissance. Le travail de l'OCDE souligne l'impact que les CVM ont sur la compétitivité d'une économie et l'importance croissante des investissements dans les compétences et les actifs fondés sur la connaissance pour aider les pays à améliorer leur positionnement ou à se mettre à niveau dans les chaînes de valeur mondiales.

L'OCDE apporte une aide à la région MENA au moment où les pays cherchent à monter en gamme dans les chaînes de valeur mondiales et à renforcer la part de l'investissement et des échanges internationaux dans leurs programmes de croissance. L'étude de l'OCDE sur la **Participation des pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales** comprenait une analyse de la région MENA. Cette étude a conclu que la productivité, la sophistication et la diversification des exportations sont associées de manière positive à une plus grande participation dans les CVM. L'étude a également souligné l'importance de la libéralisation du commerce et de l'investissement.

Le rapport **L'investissement en faveur de la montée en gamme de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales** évalue le niveau actuel d'intégration du pays dans les CVM et identifie les mesures nécessaires pour moderniser le cadre juridique et



Promouvoir le commerce et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales

institutionnel du commerce et de l'investissement. L'analyse s'appuie sur les instruments de l'OCDE tels que les indicateurs TiVA et le Cadre d'action pour l'investissement. Il constate qu'il est nécessaire pour la Tunisie de prendre en compte la complexité des CVM dans leur totalité, y compris le rôle des services et les limites qui existent à s'appuyer uniquement sur le régime offshore.

Le Centre de développement de l'OCDE héberge l'**Initiative pour un dialogue politique sur les CVM, la transformation de la production et le développement**. Le Maroc est membre de l'Initiative et participe activement aux réunions plénières permettant aux pays d'échanger leurs expériences et de bénéficier d'un apprentissage par les pairs. Cette plateforme réunit des pays membres et non-membres de l'OCDE en vue de partager leurs connaissances et d'identifier des bonnes pratiques en vue de promouvoir le développement industriel et la mise à niveau des capacités nationales de production et d'innovation.

L'OCDE a aussi développé un ensemble d'**Indicateurs de facilitation des échanges** (IFE) pour aider les gouvernements à améliorer leurs procédures aux frontières, réduire le coût de leurs échanges, stimuler les flux commerciaux et tirer davantage de bénéfices du commerce international. Les IFE couvre tout l'éventail des procédures aux frontières pour plus de 160 pays, y compris 12 situés dans la région MENA, ce qui permet aux gouvernements de concevoir des politiques ciblées pour améliorer leurs capacités. Les IFE montrent que les gouvernements de la région MENA pourraient réduire leurs coûts jusqu'à 17,5 % grâce à une réforme complète de la facilitation des échanges.

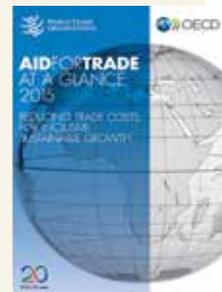
oe.cd/tiva
www.oecd.org/trade
www.oecd.org/trade/facilitation
oe.cd/gvc
www.oecd.org/dev/global-value-chains.htm



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT





Favoriser une saine concurrence

La politique en matière de concurrence contribue à la croissance et à la hausse des niveaux de vie. L'OCDE œuvre à renforcer le droit et les politiques de la concurrence comme moyen de soutenir la croissance durable dans les pays membres et non-membres de l'Organisation. L'OCDE travaille avec les pays MENA à mettre en place des politiques efficaces en matière de concurrence, dans la mesure où de nombreuses lois et réglementations de la région continuent de limiter la concurrence sur le marché. De telles réglementations anticoncurrentielles entravent la productivité et l'innovation et peuvent conduire à l'augmentation des prix, ce qui nuit particulièrement aux consommateurs les plus pauvres.

La législation sur la concurrence est particulièrement importante dans les pays où les marchés sont très concentrés et où les barrières aux importations sont élevées. La concurrence dans les pays MENA peut être faible à cause de l'existence de monopoles

d'État, de secteurs ou marchés protégés par des réglementations ou à cause de l'intervention politique dans le cas des entreprises d'État ou des marchés dominés par l'État. Ces pays ont besoin d'une législation efficace en matière de concurrence, d'institutions de contrôle fortes et de réformes structurelles favorables à la concurrence.

L'Égypte participe au **Comité Concurrence de l'OCDE** et contribue régulièrement à ses réunions semestrielles. L'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Qatar, la Tunisie et le Yémen assistent régulièrement au **Forum mondial sur la concurrence** (FMC) de l'OCDE qui rassemble des hauts responsables de la concurrence du monde entier, avec plus de 100 autorités de la concurrence représentées. Le FMC promeut un dialogue élargi qui inclut les liens entre la politique en matière de concurrence et d'autres aspects du développement économique, y compris l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Favoriser une saine concurrence

De plus, l'OCDE accueille régulièrement les réunions du Forum africain sur la concurrence (FAC) qui inclut des représentants de l'ensemble des autorités de la concurrence d'Afrique du Nord. Le FAC permet aux autorités africaines de la concurrence d'échanger leurs expériences et d'organiser des séminaires de renforcement des capacités mettant l'accent sur l'Afrique, et notamment sur l'Afrique du Nord.

Tirer profit des outils et instruments de l'OCDE pour promouvoir une réforme réglementaire favorable à la concurrence peut aider les pays de MENA à surmonter les défis économiques qu'ils rencontrent et améliorer leur croissance. L'un des instruments à la disposition des gouvernements pour élaborer leurs politiques de la concurrence est une **Revue par les pairs de l'OCDE** de la législation et de la politique relatives à la concurrence dans un pays. Une Revue par les pairs examine de près le régime concurrentiel d'un pays, évalue ses forces et ses faiblesses et présente des options politiques et une feuille de route pour la réforme législative et institutionnelle le cas échéant. Cela peut être particulièrement utile pour les pays qui cherchent à initier des réformes.

Outre cette analyse approfondie du régime concurrentiel d'un pays par le biais de la Revue par les pairs, l'OCDE peut aussi fournir **une assistance technique ciblée**. Par exemple, l'OCDE travaille avec le Conseil sur la concurrence du Maroc pour former les fonctionnaires de ce pays à lutter contre les ententes dans les marchés publics. L'OCDE travaille également avec l'Autorité égyptienne de la concurrence pour former certains de ses dirigeants à conduire une évaluation de la réglementation en terme d'impact pour la concurrence, à l'aide du **Manuel pour l'évaluation de la concurrence** de l'OCDE.

Lignes directrices pour la lutte pour les soumissions concertées dans les marchés publics :

www.oecd.org/competition/guidelinesforfightingbidrigginginpublicprocurement.htm

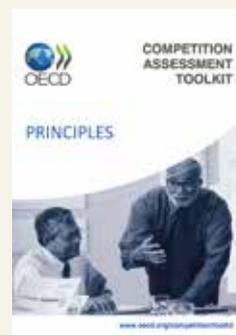
Manuel pour l'évaluation de la concurrence :

www.oecd.org/daf/competition/assessment-toolkit.htm
www.oecd.org/daf/competition

Le Manuel et les Lignes directrices sont disponibles en anglais, français et arabe.



.....
SCANNEZ
POUR LIRE LE
RAPPORT





Améliorer l'éducation financière

L'importance de la culture financière et la nécessité de promouvoir l'éducation financière sont reconnues dans le monde entier comme facteurs essentiels pour améliorer l'inclusion financière, favoriser le bien-être financier des personnes et soutenir la stabilité financière.

Les pays MENA commencent à promouvoir l'éducation financière comme outil efficace de la croissance économique et de la stabilité financière, ainsi que comme point de départ pour la construction de sociétés plus inclusives. Suivant les recommandations de l'OCDE, l'Arabie saoudite, le Liban et le Maroc élaborent actuellement ou mettent en œuvre une stratégie nationale d'éducation financière. L'Arabie saoudite a détaillé ses projets de stratégie nationale dans sa contribution à la publication du G20/OCDE **Mettre en œuvre une stratégie nationale en matière d'éducation financière** et a utilisé la méthodologie de l'OCDE pour évaluer la littératie financière de sa population et pour développer sa stratégie nationale en matière d'éducation financière.

L'OCDE formule des recommandations concernant l'éducation financière par le biais du **Réseau international sur l'éducation financière** (INFE) et par sa participation au travail du G7 et du G20. Fondé en 2008, l'INFE/OCDE rassemble des experts de plus de 240 institutions publiques situées dans plus de 110 économies pour mener à bien un travail d'analyse et définir des bonnes pratiques. L'Arabie saoudite, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, le Liban et le Maroc sont membres de ce Réseau. Le Liban en est un partenaire important puisqu'il a accueilli la 6e réunion de l'INFE/OCDE en 2010 ainsi que la **Conférence internationale sur l'éducation financière : construire des individus responsables financièrement** organisée par l'OCDE et la Banque du Liban à cette même occasion. De plus, l'Égypte est membre du sous-groupe expert INFE/OCDE sur le rôle de l'éducation financière dans l'inclusion financière.

Parmi les événements régionaux et bilatéraux organisés avec les autorités locales figure une Conférence sur la culture et

l'éducation financières dans le monde arabe organisée au Maroc (avec le soutien du Fonds monétaire arabe et de la Banque Al-Maghrib) en 2016. En 2015, l'OCDE a été invitée à diffuser son travail sur l'éducation financière et la protection des consommateurs lors de la conférence Catalyser l'éducation financière pour promouvoir l'inclusion financière des femmes et jeunes dans la région MENA, organisée par le Centre de la femme arabe pour la recherche et la formation (CAWTAR) à Tunis, ainsi que dans le cadre de l'Atelier de l'Union bancaire francophone sur l'éducation financière pour les MPME organisé conjointement avec l'Union des banques arabes.

www.oecd.org/finance/financial-education/advancing-national-strategies-for-financial-education.htm

www.oecd.org/finance/financial-education



1/28.	1.	614.40
1/31.5729	1.	618.65
1/31.5736	14.	347.47
1/29.0003	1.	0.00
1/31.5729	1.	122.29
1/29.4549	1.	92.37
1/29.2447		0.00
		0.00
		0.00
		0.00
20.00	1/31.5956	
42.25	1/31.5730	
182.00	1/31.5729	
1.00	1/31.5457	
28.50	1/31.5729	
		1.889.68

BUDGETISATION, PERCEPTION DES RECETTES ET DEPENSES

Améliorer la perception des recettes et la gestion fiscale



Les systèmes fiscaux efficaces et efficients ont un rôle fondamental à jouer dans la fourniture de ressources suffisantes pour surmonter les défis économiques et sociaux et pour améliorer la distribution des revenus. L'OCDE travaille avec la région MENA pour améliorer la perception des recettes et la capacité redistributive des impôts et des dépenses.

L'OCDE mène plusieurs activités auxquelles les pays MENA participent activement. Le **Centre multilatéral de formation fiscale Turquie-OCDE** à Ankara organise chaque année huit séminaires sur les sujets de politique et d'administration fiscales où les responsables des pays MENA sont les bienvenus. En outre, un ou deux séminaires par an sont spécifiquement consacrés aux problèmes touchant les pays MENA. En 2015, le programme a mis l'accent sur les services aux contribuables et s'est penché sur les moyens les plus efficaces d'accroître la conformité volontaire et, par conséquent, la mobilisation des ressources domestiques.

L'OCDE collabore actuellement avec la Tunisie sur le projet *Améliorer la mobilisation des ressources domestiques à travers la mise en place d'un système fiscal efficace, d'une coopération internationale et d'une transparence fiscale améliorée* (2014-2016). Le projet a pour objectif d'aider le gouvernement tunisien à mobiliser ses ressources domestiques à l'appui de la croissance économique durable et de la redistribution des revenus, en concevant des politiques fiscales plus efficaces et en améliorant la transparence et la coopération internationale. L'OCDE aide également à la mise en application des normes internationales sur la transparence et l'échange de renseignements afin de lutter contre **l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires** (BEPS), grâce une analyse des politiques et de la planification fiscales (y compris en produisant des données statistiques sur les recettes pouvant être comparées au niveau international) et grâce à la Réforme de l'administration fiscale et l'Amélioration de la conformité fiscale.

L'accès à des données comparables, détaillées et à jour constitue un pré-requis pour concevoir et administrer des politiques fiscales qui sont efficaces, progressistes et attractives pour l'investissement. Le projet de l'OCDE **Statistiques des recettes publiques** fournit des données aux gouvernements, chercheurs et citoyens des pays de l'OCDE et d'un nombre croissant d'autres pays. Cela facilite les comparaisons régionales ainsi que mondiales. La Tunisie et le Maroc participent à la première édition du projet **Statistiques des recettes publiques en Afrique** (publié en 2016). Les autres pays de la région sont invités à rejoindre ce projet mondial afin de donner l'impulsion nécessaire au lancement de Statistiques des recettes publiques dans la région MENA.

www.oecd.org/ctp/tax-global





Améliorer la transparence fiscale et la conformité

La transparence fiscale est une priorité pour la bonne gouvernance et le développement économique. L'OCDE travaille en étroite collaboration avec le G20 sur cette question dans le but d'inciter à une action collective efficace en la matière. L'OCDE se tient prête à aider les pays MENA dans la mise en œuvre de réformes dans ce domaine.

L'OCDE a élaboré des normes internationales en matière de transparence et d'échange d'informations sur demande (EIOR), ainsi que, récemment, une norme internationale pour l'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers (AEOI). Le **Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (GFTEI)**, avec ses 129 administrations membres, veille à ce que les normes élevées de

transparence et d'échange d'informations sur demande (EIOR) soient en place partout dans le monde grâce à ses activités de suivi et d'examen par les pairs. Plus de 95 membres du Forum se sont engagés à échanger automatiquement des renseignements sur les comptes financiers dès 2017 ou 2018.

Le Forum Mondial compte sept membres dans la région MENA (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Maroc et Qatar) et a mis en place plusieurs initiatives pour les aider à appliquer les normes internationales en matière de transparence et d'échange de renseignements.

eoi-tax.org
www.oecd.org/ctp/beps

TRANSPARENCE ET ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS DANS LA RÉGION MENA

Projets du Partenariat de Deauville : Tunisie et Maroc

Sensibiliser aux normes et à leur importance pour l'administration fiscale

Améliorer le cadre juridique et l'organisation pour respecter les normes, y compris par la mise en place d'unités d'échange de renseignements.

Former les contrôleurs fiscaux à se servir efficacement des échanges d'informations pour lutter contre la fraude fiscale

Initiative Afrique

Renforcer les capacités en matière de transparence et d'échange d'informations

Echange automatique de renseignements

Engagement à mettre en œuvre l'AEOI d'ici 2018

Renforcer la budgétisation et la passation de marchés publics



Le maintien de la discipline budgétaire, l'allocation de ressources suffisantes pour atteindre les objectifs du gouvernement et une plus grande efficacité dans l'exécution publique sont des considérations ayant toutes un impact crucial sur le développement économique et le bien-être nationaux. L'OCDE aide les pays de la région MENA à renforcer l'efficacité de leurs systèmes de budgétisation et de passation des marchés publics.

L'OCDE mène des recherches sur l'ensemble des questions relatives à la budgétisation par le biais de revues des systèmes nationaux de budgétisation. L'OCDE entreprend également des analyses comparées dans différents pays de certains aspects spécifiques de ces systèmes et tient à jour une base de données complète sur les **Pratiques et procédures budgétaires internationales** couvrant 97 pays. Les résultats de ce travail sont publiés dans la **Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire**.

Le **Groupe de travail des hauts responsables du budget** de l'OCDE se réunit depuis 1980 pour examiner les derniers développements en matière de pratique budgétaire internationale. La réunion des hauts responsables budgétaires MENA, organisée chaque année dans un pays de la région, est une plateforme unique où les pays MENA et ceux de l'OCDE peuvent discuter de leurs défis et réfléchir ensemble à des moyens de moderniser les structures et les processus de gouvernance pour une gestion des finances publiques qui soit plus efficace, transparente et participative. Cela nécessite une approche pluridimensionnelle comme l'indique la nouvelle **Recommandation de l'OCDE sur la gouvernance réglementaire** (2015). Les 10 principes présentés dans cette Recommandation fournissent un aperçu concis des bonnes pratiques dans la palette entière de l'activité budgétaire et donnent des conseils pratiques pour la conception, la mise en œuvre et l'amélioration des systèmes budgétaires afin d'obtenir un impact positif sur la vie des citoyens.



© Hauts responsables du budget MENA à Doha les 14-15 décembre 2015.

Renforcer la budgétisation et la passation de marchés publics

le gouvernement tunisien dans ses efforts pour mettre en œuvre sa réforme de GFP afin d'en améliorer la performance et la responsabilité. Cette aide consiste à évaluer le cycle budgétaire tunisien et à fournir des recommandations et un renforcement des capacités personnalisés pour développer un système efficace de bonne gouvernance fiscale. L'aide de l'OCDE à la Tunisie a contribué à l'adoption de la Loi organique sur le budget qui rendra la budgétisation fondée sur la performance obligatoire dans l'ensemble de l'administration publique. L'OCDE continuera à soutenir le gouvernement et le parlement tunisiens dans leur processus d'adoption de la loi. L'amélioration de la transparence budgétaire a permis à la Tunisie de rejoindre le Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP). L'OCDE continue de soutenir le gouvernement dans ses efforts pour lier le budget au cadre économique et au cadre de programmation plus larges et pour renforcer les processus budgétaires au niveau local en soutien à la décentralisation consacrée dans la nouvelle Constitution.

La création du **Réseau MENA-OCDE sur la passation des marchés publics** en 2012, en réponse à un appel du Pilier Gouvernance du Partenariat de Deauville, a permis d'identifier les priorités d'action, d'organiser des événements de renforcement des capacités et de partage de vues sur les progrès réalisés. Tous les pays arabes en transition (Maroc, Tunisie, Libye, Jordanie, Égypte et Yémen) font partie du réseau. Le Réseau soutient aussi activement l'adoption de solutions de passation électronique des marchés publics en vue d'améliorer la concurrence, l'accès aux opportunités de marchés publics, l'efficacité, la transparence et la responsabilité. Plusieurs pays ont déjà bien avancé à cet égard. L'OCDE organise des activités de formation et des événements sur diverses questions relatives à la passation de marchés publics, ainsi que d'autres événements spécifiquement centrés sur les questions plus vastes de la lutte contre la corruption.



Slim Chaker, ancien ministre tunisien des Finances lors du séminaire inaugural « Vers une nouvelle gestion des finances publiques en Tunisie », 11 mai 2015, Tunis

« La réforme budgétaire peut constituer un moyen pour répondre aux nombreuses attentes des citoyens, par l'instauration d'une gestion publique plus transparente, efficace et qui permette une visibilité des politiques et donne un contenu réel à la démocratie, et ce en dépit de nombreux écueils structurels et conjoncturels qui compliquent sa mise en œuvre. »

www.oecd.org/gov/budgeting/oecdjournalonbudgeting.htmh

www.oecd.org/gov/budgeting

www.oecd.org/gov/ethics/mena-oecdnetworkonpublicprocurement.htm

www.oecd.org/mena/governance/efficient-and-effective-budgeting.htm



SCANNEZ
POUR LIRE LE
RAPPORT

A photograph of modern glass skyscrapers at dusk. The buildings are illuminated from within, and the sky is a deep blue. The text is overlaid on the upper right portion of the image.

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Renforcer l'État de droit



La sécurité juridique et la présence d'un cadre réglementaire efficace sont des piliers pour le développement économique et social. L'OCDE travaille avec la région MENA pour renforcer l'indépendance, l'autonomie et l'efficacité du système judiciaire, améliorer l'accès à la justice et aider à la mise en œuvre de réformes en matière réglementaire.

Améliorer l'environnement réglementaire grâce au recours systématique à la consultation, à l'usage de procédés et d'outils réglementaires et à des examens de l'état de la législation constitue une préoccupation commune des pays MENA dont le paysage réglementaire est souvent caractérisé par une accumulation énormes. L'OCDE a mis en place une **Charte régionale pour la qualité réglementaire** (2009) qui fournit aux pays MENA un cadre commun de principes et de bonnes pratiques pour la gestion de la réglementation. Les pays de la région peuvent également s'appuyer sur la **Recommandation de l'OCDE sur la politique réglementaire** (2012) qui aide à la mise en œuvre de la réforme réglementaire systémique pour atteindre les objectifs de la politique publique d'une manière efficace et efficiente.

Le **Groupe de travail sur la réforme réglementaire du Programme MENA-OCDE sur la gouvernance** offre aux pays MENA et aux experts internationaux un forum d'échange des bonnes pratiques en matière de réforme réglementaire. Parmi ses activités, le Groupe de travail aide à renforcer les compétences en matière de rédaction législative des pays MENA afin de les doter des moyens d'élaborer des lois et des réglementations en conformité avec les meilleures pratiques et d'une manière inclusive et transparente. Ce renforcement passe par l'utilisation des principes directeurs, des contrôles des politiques publiques ou de la qualité pour la rédaction de textes législatifs, la coordination entre les ministères de la justice et les autres ministères et la satisfaction des besoins en formation.

L'OCDE aide aussi les pays MENA à renforcer la **confiance du public dans leur système judiciaire** en améliorant la performance des institutions judiciaires, en développant l'accès à la justice et en évaluant le recours à des modes alternatifs de résolution des litiges. Cette action inclut une aide spécifique à l'Égypte pour la mise en place d'un système de gestion automatisé des affaires judiciaires et des TIC afin de réduire les retards dans le traitement des dossiers et améliorer la retourne des services judiciaires. Le travail de l'OCDE dans le domaine judiciaire facilite également la mise en œuvre des engagements pris par les différents pays dans le cadre du Programme de développement durable (PDD 16), notamment du fait des liens qui existent entre l'accès aux services juridiques et judiciaires et différents aspects de la croissance inclusive (par ex. la santé, l'emploi).

<https://www.oecd.org/mena/governance/rule-of-law.htm>



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



Renforcer l'intégrité et la gouvernance responsable

La corruption est un obstacle majeur au développement économique et social et une menace pour la stabilité à long terme. L'OCDE travaille avec ses partenaires de la région MENA à renforcer l'intégrité et la transparence, bâtir la confiance et promouvoir la responsabilité dans les secteurs public et privé.

Le **Programme MENA-OCDE pour la gouvernance** aide les gouvernements et des institutions indépendantes à promouvoir l'intégrité et à lutter contre la corruption en évaluant les cadres d'intégrité et en aidant au renforcement des capacités et à la mise en œuvre des réformes juridiques et institutionnelles. Il agit au niveau régional par le biais du **Groupe de travail sur la fonction publique et l'intégrité** et du **Réseau MENA-OCDE sur les marchés publics**.

Le Programme Gouvernance entreprend aussi des projets spécifiques à différents pays. Par exemple, sur la base d'une évaluation du cadre d'intégrité de la Tunisie, il a fourni une assistance technique à ce pays pour lui permettre d'utiliser efficacement les outils de gestion des risques, de renforcer ses systèmes de contrôle et d'audit internes et de proposer un projet de loi pour la protection des dénonciateurs qui soit conforme aux normes internationales en la matière. Fort de l'expérience de l'Autorité palestinienne, le programme soutient actuellement en Tunisie dans sa mise en œuvre d'un Code de conduite pour les agents publics.

Le **Programme MENA-OCDE pour la compétitivité** œuvre à renforcer l'intégrité et la gouvernance des entreprises. Le **Réseau MENA-OCDE pour l'intégrité des affaires (MOBIN)**



Renforcer l'intégrité pour le développement des affaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA) (Paris, 18 avril 2016), « portrait de groupe », avec entre autres le **Ministre Kamel Ayadi** (Tunisie), le **Commissaire Al-Yasiri** (Irak), et **Mme l'ambassadrice Markovic** (Suède).

Renforcer l'intégrité et la gouvernance responsable

réunit le secteur privé, les gouvernements et la société civile pour évaluer les défis qui se posent et les progrès réalisés en matière de prévention de la corruption et de promotion de cadres d'intégrité renforcés grâce à des outils pratiques et des solutions innovantes. Son travail s'appuie sur différents instruments de l'OCDE : la *Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales*, la *Recommandation visant à renforcer la lutte contre la corruption* et le *Guide de bonnes pratiques pour les contrôles internes, la déontologie et la conformité*.

L'OCDE organise des séminaires de formation sur l'intégrité destinés aux représentants des secteurs public et privé de l'ensemble de la région MENA. Ces séminaires sont organisés et soutenus financièrement par le **Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient** (FMI-CEF) basé à Koweït. Ils présentent les bonnes pratiques et les outils pour renforcer l'intégrité. Ils portent en particulier sur le rôle des autorités judiciaires et des institutions indépendantes (telles que les agences de lutte contre la corruption) et les moyens d'impliquer le secteur privé dans la prévention de la corruption grâce à des programmes efficaces de conformité, des systèmes de contrôle interne et la mise en place d'action collective contre la corruption.

www.oecd.org/corruption

www.oecd.org/corruption/ethics

[www.oecd.org/daf/anti-bribery/
businessintegrityinthemiddleeastandnorthafrica.htm](http://www.oecd.org/daf/anti-bribery/businessintegrityinthemiddleeastandnorthafrica.htm)

[www.oecd.org/mena/competitiveness//
menaresponsiblebusinessconductforum.htm](http://www.oecd.org/mena/competitiveness//menaresponsiblebusinessconductforum.htm)

www.oecd.org/corruption/oecdantibriberyconvention.htm

[www.oecd.org/mena/governance/integrity-and-anti-corruption.
htm](http://www.oecd.org/mena/governance/integrity-and-anti-corruption.htm)

[www.oecd.org/gov/ethics/MENA-
OCDEnetworkonpublicprocurement.htm](http://www.oecd.org/gov/ethics/MENA-OCDEnetworkonpublicprocurement.htm)



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT





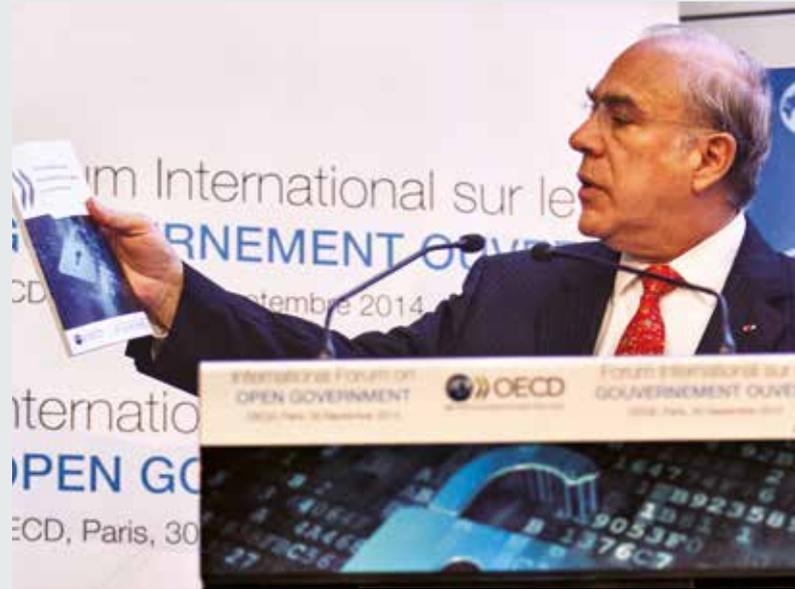
Bâtir des gouvernements ouverts et innovateurs

Le renforcement de la transparence et de la participation citoyenne à la vie publique conduisent à de meilleures politiques et services publics et promeuvent l'intégrité du secteur public. Cela est essentiel pour accroître la confiance des citoyens dans les administrations publiques et créer les conditions d'une croissance plus inclusive.

Le gouvernement ouvert, ou l'ouverture des processus et des informations gouvernementaux à l'examen public et à la participation des citoyens, est maintenant considéré comme constituant un élément fondamental de toute société démocratique. Les pays de la région MENA mettent l'accent sur les initiatives de gouvernement ouvert pour réformer leur secteur public et rejoignent le **Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)** pour trouver l'inspiration et mesurer les progrès qu'ils accomplissent dans leur réforme. Les attentes que les citoyens et la société civile des pays MENA ont de la manière dont les politiques et les services doivent être définis et fournis sont en train d'évoluer et ils exigent plus de leurs élus ainsi que de leurs fonctionnaires nationaux.

L'OCDE, en tant qu'organisation partenaire multilatérale du PGO aide la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Tunisie et l'Autorité palestinienne dans l'évaluation de leurs institutions, politiques et pratiques à l'appui de la mise en œuvre des Principes du gouvernement ouvert. Grâce à ses **Revue du gouvernement ouvert**, l'OCDE fournit une évaluation complète des cadres juridiques, institutionnels, politiques et de mise en œuvre des différents pays à l'aune des instruments et bonnes pratiques de l'OCDE dans les domaines de l'Élaboration ouverte et inclusive des politiques publiques, des Stratégies de gouvernement numérique et de l'Innovation du secteur public.

Le **Programme MENA-OCDE pour la gouvernance**, par le biais de son **Groupe de travail sur le gouvernement ouvert et innovant**, fournit des activités de renforcement des capacités et les conditions d'un dialogue régional pour renforcer les effets



« La voie vers la transparence, l'inclusion et la responsabilité n'est pas celle de la facilité, dans la mesure où elle suppose une évolution radicale qui mette les citoyens au cœur non seulement des politiques publiques mais aussi du fonctionnement même des administrations publiques. »

Angel Gurría, Secrétaire-général de l'OCDE, lors du Forum international sur le gouvernement ouvert, septembre 2014.

que les politiques ouvertes et participatives peuvent avoir pour produire des résultats plus inclusifs qui profitent à tous les segments de la société, y compris les femmes et les jeunes. Le **Conseil consultatif de la société civile MENA-OCDE** assure une large participation de représentants des organisations nationales et régionales de la société civile des pays de la région MENA et de l'OCDE à la définition des priorités de l'ensemble du programme.

Bâtir des gouvernements ouverts et innovateurs

Le Groupe de travail encourage également l'innovation de la part du gouvernement en vue d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics tout en faisant une utilisation plus efficace des fonds publics. Les praticiens du secteur public de la région MENA bénéficient de l'**Observatoire de l'OCDE de l'Innovation dans le secteur public** (OPSI), plateforme de collecte et de partage en ligne d'expériences en matière d'innovation du secteur public.

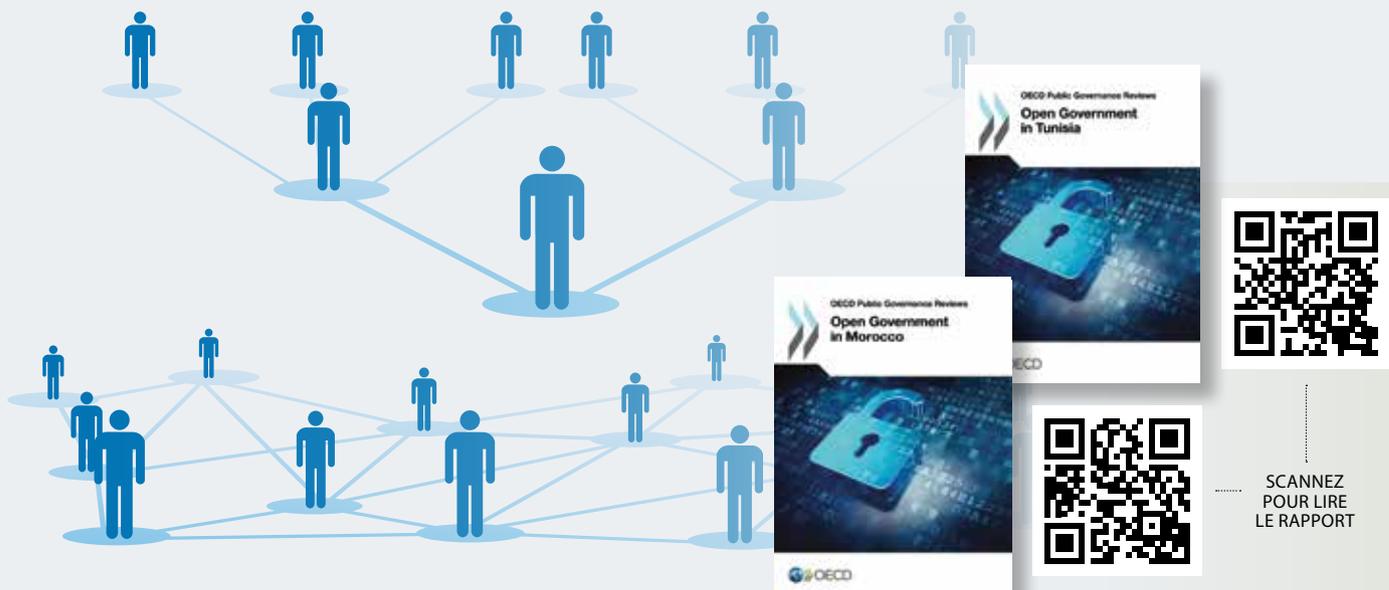
Dans le cadre du soutien que l'OCDE apporte à l'Autorité palestinienne, l'OCDE a récemment aidé le ministère des Télécommunications et des TI à rédiger sa politique et son plan de mise en œuvre de l'e-gouvernement, qui comprenait la création d'un guichet unique des services prioritaires pour les citoyens et les entreprises.

« La nouvelle Constitution marocaine inscrit les principes du gouvernement ouvert dans le système de gouvernance soutenant le développement socio-économique du pays. Grâce au rapport de l'OCDE, les besoins en matière de gouvernance ouverte sont mieux formulés et des solutions sont avancées. Les ONG ont pris l'initiative de créer un réseau dans le but de mutualiser leurs efforts dans ce domaine. »

Abderrahim Foukahi, coordinateur, REMDI, Réseau marocain pour le droit à l'information

www.oecd.org/mena/governance/open-government.htm

www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation



Gestion des risques



La gestion des risques est essentielle pour promouvoir de meilleurs cadres de gouvernance publique et améliorer la performance économique. Les citoyens et les entreprises ont des attentes élevées vis-à-vis des gouvernements en matière de sécurité et pour gérer efficacement les conséquences négatives des chocs exogènes. Dans un contexte où les tendances économiques, environnementales, technologiques et sociétales, entraînant des risques majeurs, évoluent rapidement, les gouvernements doivent s'adapter à de nouvelles vulnérabilités, y compris dans la région MENA.

Le **Forum Risque de haut niveau** de l'OCDE fournit aux décideurs politiques une plateforme collaborative pour améliorer la préparation de l'économie et la société aux chocs de grande ampleur. La **Recommandation** de l'OCDE **sur la gouvernance des risques majeurs** fixe la norme pour la gouvernance des risques. L'adhésion du Maroc et de la Tunisie à cet instrument en mai 2014 démontre l'intérêt de la région MENA pour la mise à jour de leurs politiques de gestion des risques et pour accroître leur résilience, comme l'a illustré la 14e Conférence annuelle de

l'Organisation arabe de développement administratif (ARADO) sur la Coopération pour renforcer la résilience face aux risques majeurs dans la région arabe.

L'OCDE a lancé en 2016 la **Revue de l'OCDE des politiques de gestion des risques** au Maroc. Reposant sur un processus de revue par les pairs, ce rapport fournit des conseils personnalisés et identifie des pratiques novatrices pour renforcer la gestion des risques majeurs dans le pays. Cette revue pourrait servir de base à de futures analyses des politiques de gestion des risques dans la région MENA. L'OCDE discute également avec les pays MENA de la possibilité d'organiser des dialogues régionaux afin de réduire les risques économiques associés au commerce illicite.

www.oecd.org/governance/risk

www.oecd.org/gov/risk/recommendation-on-governance-of-critical-risks.htm

www.oecd.org/gov/risk/reviews-of-risk-management-policies.htm

SCANNEZ POUR LIRE LE RAPPORT

Élever le niveau en matière de gouvernance d'entreprise des entreprises privées et publiques



Des politiques efficaces de gouvernance d'entreprise peuvent aider les pays à attirer des niveaux plus élevés d'investissement et à stimuler le développement du secteur privé. En créant un climat de confiance, de transparence et de responsabilité, la bonne gouvernance d'entreprise est également indispensable pour le développement de marchés de capitaux nationaux solides qui peuvent aider les pays à financer des investissements dans l'économie réelle. L'OCDE travaille en étroite collaboration avec ses partenaires de la région MENA au renforcement des normes de gouvernance d'entreprise, y compris des entreprises publiques.

Le **Groupe de travail MENA-OCDE sur la gouvernance d'entreprise** aide la région MENA par des initiatives permettant aux entreprises et aux investisseurs d'identifier des moyens d'améliorer la gouvernance d'entreprise. Il travaille également avec les marchés boursiers, les investisseurs institutionnels, les régulateurs des marchés de capitaux et d'autres acteurs pour mettre en place des marchés financiers efficaces et sains. Il soutient les réformes des entreprises publiques en partageant informations et expériences sur l'élaboration de projets de réforme concrets aux niveaux de l'État et de l'entreprise et en soutenant leur mise en œuvre par un suivi des progrès et par l'établissement de bilans.

Les activités du Groupe de travail s'appuient sur les **Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE** et sur les **Lignes directrices de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques**, qui fournissent un langage commun pour la création de la confiance et de la bonne gouvernance d'entreprise dans le monde de la finance et des affaires internationales. Ces instruments contiennent une mine d'expériences pratiques, y compris venant de la région MENA. Les Principes et Lignes directrices ne prescrivent pas une approche unique valable pour tous

mais fournissent un outil qui peut être adapté aux différents contextes juridiques, sociaux et économiques.

Les activités du Groupe de travail sur la gouvernance d'entreprise sont menées en étroite coopération avec des partenaires régionaux, tels que l'Union des banques arabes, la Fédération arabe des échanges et l'Union des autorités arabes en valeurs mobilières, ainsi que les instituts nationaux d'administrateurs de sociétés, des centres de gouvernance d'entreprise, ainsi qu'une série d'entreprises, d'investisseurs et d'acteurs individuels. Le Groupe de travail bénéficie aussi des expériences régionales similaires menées avec le soutien de l'OCDE en Asie du Sud-Est, en Afrique australe et en Amérique latine.

www.oecd.org/mena/competitiveness/mena-corporate-governance.htm





INDUSTRIE ET INNOVATION

Bâtir une économie du savoir

Les investissements dans le capital fondé sur la connaissance (par exemple les bases de données, le design, les marques et la propriété intellectuelle) ont un impact sur l'innovation, la croissance de la productivité et l'augmentation du niveau de vie. L'OCDE est prête à soutenir le nombre croissant de pays de la région MENA qui conçoivent et mettent en œuvre des stratégies de diversification économique fondées sur l'économie du savoir.

Le soutien que l'OCDE apporte à la région peut s'appuyer sur des outils tels que la **Stratégie d'innovation 2015** et le rapport **L'impératif d'innovation : contribuer à la productivité, à la croissance et au bien-être** (2015). Ces outils présentent un

programme concret pour renforcer la performance de l'innovation et la mettre à profit pour une croissance plus forte, plus verte et plus inclusive pour tous les pays quel que soit leur niveau de développement. Ils énoncent cinq priorités à l'intention des décideurs politiques, qui, ensemble, constituent la base d'une approche de l'innovation qui soit à la fois globale et orientée vers l'action : (i) renforcer l'investissement dans l'innovation et favoriser le dynamisme des entreprises, (ii) investir dans et façonner un système efficace de création et de diffusion de la connaissance, (iii) saisir les avantages de l'économie numérique, (iv) encourager le talent et les compétences et optimiser leur utilisation, et (v) améliorer la gouvernance et la mise en œuvre des politiques de l'innovation.





Les revues **Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE** examinent les tendances clés en matière de politiques relatives à la science, la technologie et l'industrie ainsi que la performance dans un certain nombre de domaines thématiques dans les pays de l'OCDE et les principales économies émergentes, dont l'Égypte. La **Plateforme Politique d'Innovation (IPP)** permet d'accéder en ligne à ces informations et de comparer les performances entre pays. Des indicateurs statistiques de base sur l'investissement et la performance en science, technologie et innovation sont disponibles pour plusieurs pays MENA sur l'IPP.

L'économie numérique imprègne désormais d'innombrables aspects de l'économie mondiale et a un impact sur des secteurs aussi divers que la banque, la vente au détail, l'énergie, le transport, l'éducation, l'édition, les médias ou la santé. Les gouvernements doivent donc développer leur économie numérique de manière stratégique, étendre ses avantages et s'en servir pour répondre aux défis clés, tels que réduire le chômage et les inégalités ou sortir les gens de la pauvreté. **Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2015** analyse la manière dont les différents pays élaborent actuellement leurs stratégies nationales de l'économie numérique. La stratégie de l'Égypte pour

la période 2014-2020, intitulée « Atteindre l'économie numérique au moyen des TIC pour fournir la prospérité, la liberté et l'équité sociale pour tous », vise ainsi à transformer l'Égypte en une société numérique, à développer davantage le secteur des TIC et à faire de l'Égypte un pôle numérique de niveau mondial.

www.oecd.org/innovation

www.oecd.org/sti/ieconomy

www.innovationpolicyplatform.org



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT



Soutenir le développement des PME et l'entrepreneuriat

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont des éléments vitaux du secteur privé et des moteurs importants de l'emploi et de la croissance économique. Elles constituent l'immense majorité des entreprises dans le monde représentant de cinquante pour cent à deux tiers des emplois et contribuent à la création de valeur, aux exportations et à l'innovation. Reconnaissant pleinement l'importance des PME et des entrepreneurs, les économies MENA ont mis en place différentes mesures pour améliorer leur environnement des affaires, renforcer la coordination et l'efficacité des politiques en faveur des PME et accroître leur accès au financement et aux services de support aux entreprises.

Le **Groupe de travail Politiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat** du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité cherche à soutenir les gouvernements en stimulant la croissance de ces entreprises et leur accès au financement, et en fournissant un suivi et une évaluation de l'impact des

politiques en faveur des PME. Travaillant en étroite collaboration avec le **Forum des femmes entrepreneurs MENA-OCDE (FFE)**, le Groupe a également pour mission de soutenir et d'encourager l'entrepreneuriat féminin. Des représentants du secteur privé participent activement à ces deux initiatives.

L'**Indicateur Politiques en faveur des PME Afrique du Nord et Moyen-Orient méditerranéen 2014**, préparé conjointement par la Commission européenne et la Fondation européenne pour la formation, a évalué l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en faveur des PME dans huit pays MENA. L'évaluation a reposé sur une vaste consultation impliquant les gouvernements, le secteur privé, des experts et les donateurs. Elle a porté sur les domaines clés pour le développement des entreprises tels que présentés dans le Small Business Act for Europe.

En coopération avec le Centre d'études économiques et financières du Fonds monétaire international (FMI-CEF), le



Programme Compétitivité promeut également le renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques en faveur des PME par le biais d'une formation dispensée chaque année sur le thème **Améliorer les politiques et l'accès au financement des PME**. Cette formation vise à échanger et discuter des instruments, méthodologies et bonnes pratiques pour le développement des PME, y compris des mesures pour faciliter le financement des PME et des entrepreneurs. Elle s'adresse aux fonctionnaires et hauts responsables chargés des politiques en faveur des PME et des entreprises.

Le Programme Compétitivité soutient également le développement de politiques de soutien aux PME menés dans le cadre du **Partenariat de Deauville**. Il a travaillé avec les pays arabes en transition à l'élaboration de **Plans d'action à moyen terme en faveur des PME** qui présentent des activités concrètes à mener pour promouvoir les PME et l'entrepreneuriat. Le programme dirige également la mise en œuvre des projets du

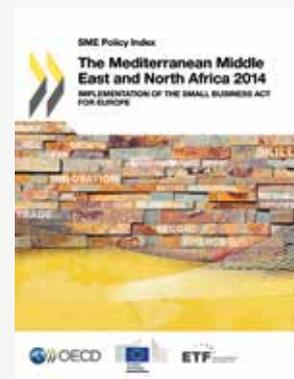
Fonds de transition en matière de politiques publiques en faveur des PME en Libye et en Jordanie.

- La **Stratégie de développement des PME en Libye** contribue à préparer le terrain pour le développement du secteur privé lorsque le pays sera en situation post-conflit, en soutenant l'élaboration d'une stratégie relative aux PME.
- Le projet **Efficacité de la politique jordanienne en faveur des PME** aide à la mise en œuvre de la Stratégie jordanienne en faveur des PME pour 2016-2020. Il met l'accent sur le renforcement de la coordination institutionnelle, le dialogue public-privé, les statistiques sur les PME et le suivi et l'évaluation des politiques publiques dans ce domaine.

www.oecd.org/mena/competitiveness/smepolicy-entrepreneurship-andhumancapitaldevelopment.htm



SCANNEZ
POUR LIRE LE
RAPPORT



Favoriser les investissements dans les infrastructures et l'offre de services publics par des partenariats public-privé (PPP)

Les décideurs du monde entier s'accordent à reconnaître l'importance des partenariats public-privé pour la satisfaction des besoins des pays en matière d'infrastructure et de services publics. Pourtant, pour la réussite de tels partenariats nécessitent la mise en place d'un cadre réglementaire particulier et l'adoption d'une bonne approche par les gouvernements. Le défi est de veiller à ce que les PPP soient accessibles, rentables et transparents.

Comme le reste du monde, la région MENA est confrontée à un déficit d'infrastructure ainsi qu'à des contraintes budgétaires. La difficulté consiste donc à trouver un moyen de fournir des infrastructures favorisant la croissance, qui soient à la fois accessibles pour le gouvernement et les utilisateurs et représentent un meilleur ratio coût-bénéfice que celui du financement traditionnel des infrastructures. Lorsque les bonnes conditions sont réunies, les PPP peuvent répondre à ce besoin. Les PPP sont un outil important à la disposition des décideurs publics pour renforcer le développement économique et social. En exploitant l'expertise du secteur privé et en répartissant les risques entre les parties les plus à même de les gérer de manière rentable, les gouvernements peuvent faire de grands progrès dans la gestion des ressources publiques.

Le Réseau de l'OCDE des hauts responsables de PPP et d'infrastructures a été créé pour garantir que les PPP et les projets d'investissement en capital soient rentables et que les risques potentiels soient correctement gérés. Le Réseau a élaboré les **Principes de l'OCDE pour la gouvernance publique des PPP** qui aident à étudier les capacités institutionnelles, sélectionner les projets de PPP les plus rentables et se servir du processus budgétaire ordinaire pour garantir la viabilité fiscale.

L'OCDE fournit aussi des évaluations et des recommandations spécifiques aux gouvernements désireux de renforcer ou de construire leur cadre de gouvernance des PPP et

d'infrastructures grâce à des outils diagnostics qui aident à en repérer les forces et les faiblesses. Avec le soutien du Fonds de transition MENA, l'OCDE a fourni des recommandations personnalisées et un renforcement des capacités clés concret à la Tunisie pour renforcer ses cadres juridique, institutionnel et budgétaire régissant le fonctionnement des PPP. Le pays a adopté une nouvelle loi sur les PPP en novembre 2015, sur la base de ces recommandations. La mise en œuvre de la loi tunisienne sur les PPP permettra de promouvoir la transparence, l'efficacité et l'efficacité de la dépense publique et aidera le gouvernement tunisien à atteindre ses objectifs d'élaboration des politiques publiques.

S'appuyant sur le Cadre d'action pour l'investissement et sur les Principes de l'OCDE pour la participation du secteur privé aux infrastructures, le Programme de soutien Sécurité des



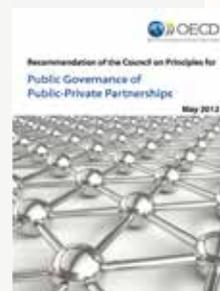


investissements en Méditerranée (ISMED) a fourni des conseils personnalisés aux gouvernements d'Égypte, de Jordanie, du Maroc et de Tunisie sur la manière de réduire les risques structurels de certains projets d'infrastructure et/ou secteurs. Il a en outre élaboré des recommandations pour l'ensemble de la région et organisé des ateliers de dialogue politique public-privé sur la suppression des obstacles aux investissements des PPP. En outre, le **Groupe de travail ISMED**, plateforme de dialogue et de coordination, s'est efforcé de favoriser des approches concertées pour concevoir des outils politiques et financiers innovants en vue de faciliter le développement des PPP dans la région MENA.

www.oecd.org/gov/budgeting/ppp.htm

www.oecd.org/daf/inv/investment-policy/ppp.htm

www.oecd.org/mena/competitiveness/ismed.htm

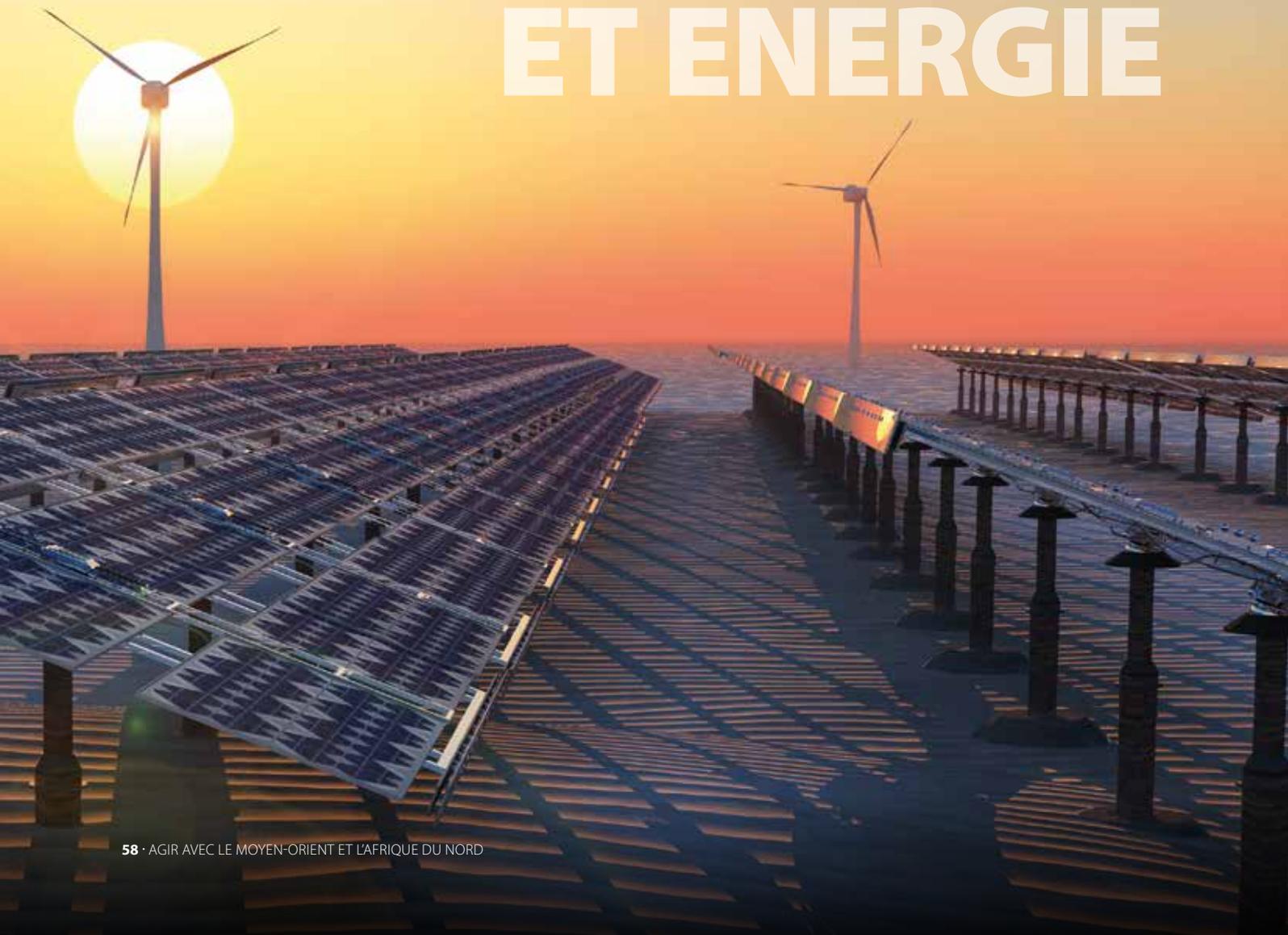


SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



À paraître 2016
www.oecd.org/mena/competitiveness/public-private-partnerships-tunisia.htm

ENVIRONNEMENT ET ENERGIE





Promouvoir une croissance verte

Les inquiétudes croissantes sur l'environnement et l'épuisement des ressources non renouvelables ont conduit les gouvernements dans les pays développés et émergents à remodeler leurs politiques. La croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux dont dépend notre bien-être. Favoriser la croissance verte, élément central de l'aide apportée par l'OCDE, est de plus en plus reconnu dans la région MENA comme devant faire partie intégrante des stratégies de développement durable.

À partir de sa **Stratégie pour une croissance verte**, l'OCDE conseille les pays membres et non-membres sur l'intégration d'une politique de promotion de la croissance verte dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques économiques et environnementales. L'OCDE a examiné comment la croissance verte peut être appliquée et stimulée dans les pays

en développement. Le rapport **Placer la croissance verte au cœur du développement** présente un double programme d'action nationale et internationale pour atteindre la croissance verte dans les pays en développement, et comprend des exemples d'activités menées en Égypte, en Jordanie, aux Émirats arabes unis, au Maroc et en Tunisie.

La croissance verte commence à prendre prise dans la région MENA. Le Maroc et la Tunisie sont signataires de la **Déclaration de l'OCDE sur la croissance verte** qui a maintenant été approuvée par 42 pays et la Communauté européenne. Les organisations concernées dans la région MENA sont également encouragées à participer à la **Plateforme de connaissances sur la croissance verte** (GGKP). Le GGKP est un partenariat entre l'Institut mondial pour une croissance verte, l'OCDE, le PNUE et la Banque mondiale. Le GGKP est un réseau mondial de chercheurs et d'experts du développement qui identifie et répond aux déficits majeurs de connaissances en théorie et pratique relatives à la croissance verte. Par une vaste



Promouvoir une croissance verte

consultation et recherche de classe mondiale, le GGKP fournit aux praticiens et décideurs politiques de meilleurs outils pour favoriser la croissance verte et pour mettre en œuvre un développement durable.

Le **Comité d'aide au développement** (CAD) réunit des statistiques et surveille l'APD des différents pays en ciblant les objectifs internationaux des *Conventions de Rio* et les défis environnementaux locaux. Ces données sont accessibles au public en ligne au niveau des activités menées et peuvent être triées par pays ou région partenaire – révélant ainsi quelle quantité d'aide bénéficie à la région MENA ainsi que toute une série d'informations descriptives. Les engagements en matière d'aide bilatérale des membres du CAD ciblant l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans la région se sont élevés au total à 1,9 milliard USD en moyenne par an pour la période 2010-2013, ce qui représente jusqu'à 25 % du portefeuille total d'APD bilatérale dans la région. L'EAU est le principal fournisseur de financement du développement lié au climat, puisque son aide a atteint les 574 USD en 2013 (8% de son APD).

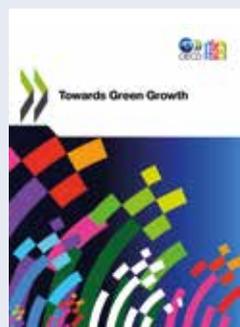
La **Revue Politique d'investissement dans une énergie propre de Jordanie** (à paraître, décembre 2016) vise à aider les décideurs politiques à renforcer les conditions de

l'investissement dans la production d'électricité renouvelable. Elle dresse un bilan des réformes récentes et identifie des priorités d'action en Jordanie et des leçons à tirer pour la région MENA. Le rapport vise aussi à créer un vivier stable de projets bancables dans le solaire photovoltaïque et l'énergie éolienne. Il met l'accent sur les domaines de la politique d'investissement ; la promotion et la facilitation de l'investissement ; la politique de la concurrence ; la politique des marchés financiers ; la gouvernance publique ; et autres questions transversales. Le cas de la Jordanie illustre l'importance qu'il y a à établir des politiques solides et des mécanismes incitatifs ciblés prévisibles. Cette revue est l'application spécifique à un pays de la **Ligne directrice de l'OCDE pour l'investissement dans une infrastructure énergétique propre**, outil non contraignant destiné à aider les gouvernements à identifier les moyens d'attirer les investissements du secteur privé dans les infrastructures d'énergie propre, en particulier dans l'électricité renouvelable. La Ligne directrice a été annexée au Communiqué du G20 des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales lors de leur réunion d'octobre 2013.

www.oecd.org/greengrowth

www.oecd.org/dac/environment-development/green-growth-development.htm

www.oecd.org/dac/stats/rioconventions.htm



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT





Combattre le changement climatique

L'OCDE travaille sur plusieurs fronts pour soutenir les efforts visant à lutter contre le changement climatique, à la fois au niveau international à travers le processus de la CCNUCC et au niveau des États pour comprendre leurs politiques et les progrès qu'ils accomplissent vers un avenir caractérisé par de faibles taux d'émission et résistant aux phénomènes climatiques.

Depuis 1993, l'OCDE, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie (AIE), soutient le processus de la CCNUCC par le biais du **Groupe d'experts en changement climatique** (CCXG), dont la mission consiste à fournir des analyses impartiales et rigoureuses sur les questions relatives au changement climatique. Il organise deux fois par an des Forums mondiaux sur l'environnement centrés sur le changement climatique. Ces Forums comprennent divers

événements et séminaires organisés dans un cadre informel en marge du processus de la CCNUCC pour promouvoir le dialogue et améliorer la compréhension entre pays sur des questions techniques discutées lors des négociations internationales sur le changement climatique. Les participants incluent des représentants nationaux et des experts d'une variété de pays, y compris de la région MENA. Le travail du CCXG met actuellement l'accent sur la transparence des mesures d'atténuation, d'adaptation et de soutien dans le cadre de la CCNUCC. L'OCDE continuera de soutenir le processus de la CCNUCC, y compris dans la perspective de la 22e Conférence des Parties qui se tiendra au Maroc du 7 au 18 novembre 2016.

www.oecd.org/environment/cc
www.oecd.org/env/cc/ccxg.htm



Améliorer la gouvernance de l'eau



Gérer des ressources en eau douce limitées et assurer l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement est un défi important pour toute la région MENA.

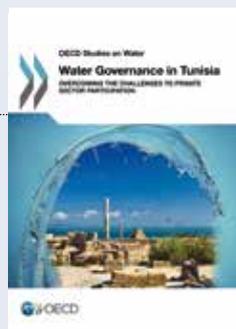
L'OCDE a organisé des dialogues sur les politiques publiques en Jordanie et Tunisie pour diagnostiquer les principaux **défis de gouvernance et de financement pour la participation du secteur privé au secteur de l'approvisionnement en eau et de la gestion des eaux usées** et pour suggérer des moyens de surmonter ces défis. Plusieurs acteurs MENA participent activement à l'**Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau** (WGI), réseau international pluripartite de plus de 100 délégués se réunissant deux fois par an dans un forum politique. Parmi ces délégués figurent des représentants du Partenariat mondial de l'eau-Méditerranée, de l'Union pour la Méditerranée et de l'Institut méditerranéen de l'eau. Le but de la WGI est le partage des réformes et bonnes pratiques en cours à l'appui d'une meilleure gouvernance de l'eau, y compris dans les pays au nord et au sud de la Méditerranée.

Pour aider les pays MENA intéressés à mettre en place de meilleures politiques de l'eau, l'OCDE a développé ses **Principes sur la gouvernance de l'eau** qui fixent des normes pour une conception et une mise en œuvre plus efficace, efficiente et inclusive de politiques de l'eau et qui encouragent les



gouvernements à les mettre en action. Ces principes ont été approuvés par les Ministres de l'OCDE en juin 2015 et sont disponibles en 15 langues dont le français et l'arabe.

www.oecd.org/governance/oecd-principles-on-water-governance.htm
www.oecd.org/gov/water



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT





Assurer l'accès à une énergie fiable et propre

Favoriser le développement des énergies renouvelables est important pour la création d'emplois, la satisfaction de la demande croissante en énergie et la diversification de l'économie. Les pays MENA doivent mettre en place un cadre de politique efficace afin d'attirer les investissements privés dans ce secteur et récolter les fruits de leur dotation favorable en ressources énergétiques, en particulier en ce qui concerne l'énergie solaire et éolienne.

Depuis 2010, le **Groupe de travail MENA-OCDE sur l'énergie et l'infrastructure** s'efforce de formuler des recommandations politiques pour aider à stimuler les investissements dans les énergies renouvelables dans la région MENA, en permettant aux décideurs politiques de bénéficier des opinions et des expériences du secteur privé. Le Groupe de travail œuvre à promouvoir la croissance verte et contribue à la **Stratégie**

de croissance verte de l'OCDE par la formulation de recommandations sur mesure pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La publication **Énergies renouvelables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: politiques à l'appui de l'investissement privé** défend l'idée d'un déploiement plus fort des énergies renouvelables dans la région et identifie des politiques de soutien appropriées pour stimuler l'investissement privé et atteindre les buts et objectifs définis par les gouvernements de la région MENA.

Le **Rapport Marché des énergies renouvelables 2015** de l'Agence internationale de l'énergie comprend une évaluation des perspectives de la région dans le domaine des énergies renouvelables. Afin d'aider à promouvoir l'efficacité énergétique, l'AIE a travaillé avec les organisations régionales, la Ligue arabe et le Centre régional pour les énergies renouvelables



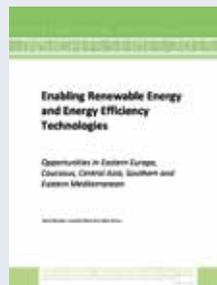
Assurer l'accès à une énergie fiable et propre

et l'efficacité énergétique du Caire pour élaborer une série de recommandations politiques sur l'efficacité énergétique pouvant être diffusées dans toute la région. L'Agence a en outre fait des recherches et publié un rapport « Insights » sur les moyens de soutenir et d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans un certain nombre de pays, dont le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. Ce rapport est partie intégrante d'un projet plus large financé par la BERD qui reprend la méthodologie de l'AIE pour évaluer et surveiller la pénétration des énergies renouvelables et des technologies d'efficacité énergétique.

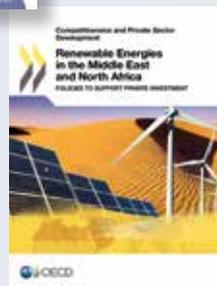
En 2013 et 2014, l'AIE a réalisé une étude approfondie de la situation au Maroc. L'étude a salué les efforts du Maroc pour réduire à la fois sa facture d'importation énergétique et ses émissions de gaz à effet de serre à la fois en se diversifiant dans les énergies renouvelables (éolienne, solaire et hydro-électricité) et en faisant de l'efficacité énergétique une priorité nationale. D'importantes mesures ont été prises pour réduire - et dans certains cas complètement supprimer - les subventions aux combustibles fossiles. Ces défis énergétiques se posent à l'ensemble de la région MENA. L'AIE reste également totalement engagée dans le Dialogue producteur-consommateur et dans le travail que mène le Forum international sur l'énergie pour améliorer la transparence des marchés énergétiques. Pour aider à fournir des conseils sur un éventail de questions telles que les tendances du marché et la réforme des politiques publiques, l'AIE publie désormais chaque année des Rapports sur les perspectives des marchés à moyen terme à la fois sur les marchés du gaz et du pétrole ainsi que des ensembles complets de données énergétiques, y compris sur la région MENA.

www.oecd.org/mena/investment/mena-oecdtaskforceonenergyandinfrastructure.htm

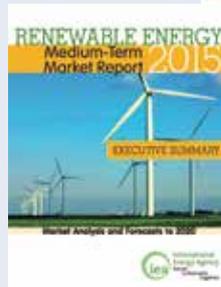
www.oecd.org/mena/investment/renewable-energies-mena-2013.htm



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



Annexes

PARTICIPATION AUX ORGANES DE L'OCDE ET AUX ACTIVITES INTERGOUVERNEMENTALES

La coopération entre l'OCDE et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord facilite une plus grande participation des pays arabes au travail mené dans les organes de l'OCDE. Les Associés participent aux organes de l'OCDE, y compris aux projets menés et à l'élaboration ou à la révision des instruments juridiques de l'OCDE, pour une durée indéterminée, avec les mêmes droits et obligations que les membres de l'OCDE. Les participants prennent part aux organes de l'OCDE pour une durée indéterminée, à l'exception des discussions marquées comme confidentielles.

Système pour les céréales – Égypte^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Comité Compétition et tous autres organes subsidiaires – Égypte^P
 Comité sur la politique des consommateurs – Égypte^P
Groupe de travail sur la sécurité des produits de consommation
 Égypte^P
 Groupe consultatif pour la coopération avec les économies partenaires – EAU^A
 Comité Gouvernance d'entreprise (principal comité uniquement) – Arabie saoudite^A
 Système pour les crucifères et autres plantes oléagineuses ou à fibres – Égypte^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Comité Aide au développement – Qatar^P, Arabie saoudite^P, EAU^P
 Conseil de direction du Centre de développement – Égypte^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Comité sur la politique d'économie numérique – Égypte^P
 Comité sur les affaires fiscales Arabie saoudite (BEPS)^A
 Forum mondial sur l'environnement – EAU^O
 Forum mondial sur la convention fiscale – EAU^O
 Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales – EAU^A

Système pour les semences de graminées et de légumineuses – Égypte^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Forum Croissance verte et développement durable – EAU^O
Table-ronde Liberté d'investissement du Comité Investissement – Égypte^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Comité Investissement en session élargie pour le travail sur la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales – Égypte^A, Jordanie^A, Maroc^A, Tunisie^A
 Comité commun OCDE/TTF sur la recherche en transports – Maroc^A
 Comité Gouvernance publique – Égypte^P, Maroc^P
Groupe de travail sur les centres de gouvernement – Égypte^P, Maroc^P
Groupe de travail des hauts responsables du gouvernement numérique (e-dirigeants) – Égypte^P, Maroc^P
Groupe de travail des hauts fonctionnaires chargés de l'intégrité – Égypte^P, Maroc^P
Groupe de travail des principaux praticiens des marchés publics – Égypte^P, Maroc^P
 Comité Politique de développement régional – Maroc^P
Groupe de travail sur la politique rurale – Maroc^P
Groupe de travail sur les indicateurs territoriaux – Maroc^P
Groupe de travail sur la politique urbaine – Maroc^P
 Conseil des pays participant à l'enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) – Arabie saoudite^A, EAU^P
 Comité Tourisme – Égypte^P, Maroc^P
 Comité Acier – Égypte^P
 A – Associé, P – Participant, O – Autre forme de participation

ADHESION AUX INSTRUMENTS JURIDIQUES DE L'OCDE

Convention sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, telle qu'amendée par le Protocole amendant la Convention sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale – Arabie saoudite, Maroc¹, Tunisie

Décision du Conseil sur les obligations contradictoires imposées aux entreprises multinationales – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Décision du Conseil sur les freins et incitations à l'investissement international – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Décision du Conseil sur la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Décision du Conseil portant révision du Régime de l'OCDE pour l'application de normes internationales pour les fruits et légumes – Maroc

Décision du Conseil révisant les Systèmes de l'OCDE pour la certification variétale ou le contrôle des semences destinées au commerce international – Égypte, Maroc, Tunisie

Déclaration sur l'avenir de l'économie Internet (Déclaration de Séoul) – Égypte

Déclaration sur l'échange automatique de renseignements en matière fiscale – Arabie saoudite

Déclaration sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéficiaires – Tunisie

Déclaration sur la croissance verte – Maroc, Tunisie

Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales – Maroc, Tunisie

Déclaration ministérielle d'Istanbul : Promouvoir la croissance des PME innovantes et compétitives sur le plan international – Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide – Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Djibouti, Égypte, Iraq, Jordanie, Koweït, Mauritanie, Maroc, République arabe syrienne, Tunisie, Yémen

Recommandation du Conseil concernant les exceptions des pays membres au traitement national et autres mesures du même ordre concernant les investissements des entreprises établies sous contrôle étranger – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Recommandation du Conseil sur les stratégies numériques gouvernementales – Égypte, Maroc

Recommandation du Conseil relative au guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque – Maroc

Recommandation du Conseil relative aux exceptions des pays membres au traitement national et autres mesures du même ordre concernant l'accès aux crédits bancaires locaux et aux marchés nationaux des capitaux – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Recommandation du Conseil concernant les exceptions des pays membres au traitement national et les mesures se rapportant au traitement national appliquées par les pays membres dans le secteur des aides et subventions publiques – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Recommandation du Conseil concernant les exceptions des pays membres au traitement national et les mesures se rapportant au traitement national appliquées par les pays membres au secteur des services – Égypte, Jordanie, Maroc

Recommandation du Conseil relative aux mesures prises par les pays membres concernant le traitement national des entreprises sous contrôle étranger dans les pays membres de l'OCDE pour des motifs tenant à l'ordre public et aux intérêts essentiels de leur sécurité – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

Recommandation du Conseil sur la gouvernance des risques majeurs – Maroc, Tunisie

Charte de Bologne sur les politiques à l'égard des PME – Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie

Troisième Décision révisée du Conseil relative au traitement national – Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie

PARTICIPATION AUX INITIATIVES ET RESEAUX

Dialogue de l'OCDE sur les politiques de développement axé sur les ressources naturelles – *Maroc*

Dialogue de l'OCDE sur les politiques concernant les chaînes de valeur mondiales, la transformation de la production et le développement – *Maroc*

Projet « Interrelations entre les politiques publiques, les migrations et le développement » (OCDE DEV, UE) – *Maroc*

Projet « Statistiques des recettes publiques en Afrique » (OCDE DEV, CTP) – *Maroc et Tunisie*

Projet « Inclusion des jeunes » (OCDE DEV, UE) – *Jordanie*

DIALOGUE ET DONNÉES

La **Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)** est une organisation syndicale internationale ayant statut consultatif auprès de l'OCDE et servant de voix officielle au mouvement ouvrier au sein de l'OCDE. La TUAC collabore avec la région MENA par le biais de l'intégration de la Confédération syndicale arabe à la Confédération syndicale internationale (CSI).

Le **Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC)** est une association indépendante d'entreprises dont la mission est de conseiller les décideurs politiques à l'OCDE, et qui est officiellement reconnue par l'OCDE comme représentante de la communauté des entreprises de l'OCDE. Dans la région MENA, le BIAC travaille avec le Maroc dont une organisation - la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) - participe aux travaux du comité.

La participation des pays de la région MENA au **Réseau parlementaire mondial de l'OCDE** est très récente, la Jordanie et le Maroc participant à des réunions du réseau en 2016. Ce réseau vise à faciliter le dialogue entre parlementaires sur la promulgation et la mise en œuvre des réformes.

Le **Réseau Marchés émergents de l'OCDE (EMnet)** est une plateforme pour entreprises de dialogue et d'analyse des tendances économiques,

des stratégies commerciales et des défis politiques. Grâce à la participation d'experts de l'OCDE, de cadres du secteur privé et de décideurs politiques de pays émergents, EMnet fournit des occasions de networking et de collaboration entre ces secteurs. EMnet organise une réunion annuelle sur l'Afrique à laquelle participent les pays nord-africains. EMnet met actuellement aussi en place le Réseau mondial des fondations pour le développement (netFWD) dont sont membres des organisations philanthropiques des Émirats arabes unis et d'Égypte.

www.tuac.org

www.biac.org

www.oecd.org/parliamentarians

www.oecd.org/dev/oecdemnet.htm

www.oecd.org/site/netfwd



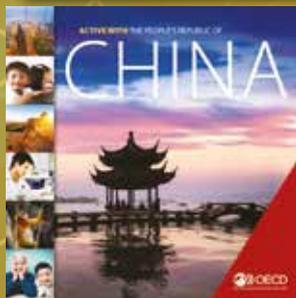
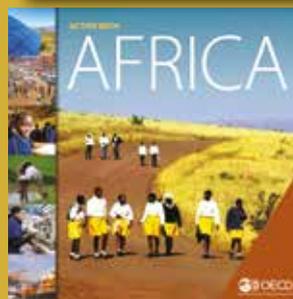
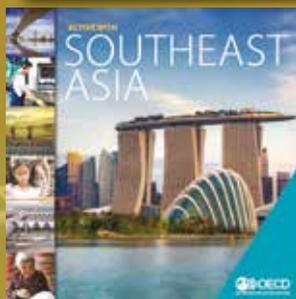
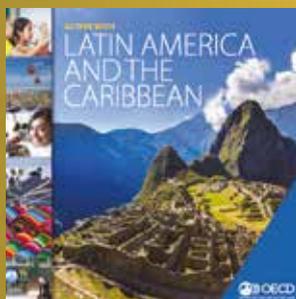
Des informations et les actualités concernant le travail et les événements de l'OCDE liés à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont disponibles sur www.oecd.org/mena

OECD iLibrary

Découvrez des rapports, données et analyses sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que sur les grandes économies mondiales sur l'**OECD iLibrary**, la base de connaissances mondiale – www.oecd-ilibrary.org



L'OCDE: Un réseau de politique globale



L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a pour mission d'aider les gouvernements du monde entier à relever les défis économiques, sociaux et de gouvernance inhérents à la mondialisation de l'économie. L'Organisation offre aux gouvernements un forum où ils peuvent comparer leurs expériences en matière d'action publique, chercher des réponses à des problèmes communs, recenser les bonnes pratiques et travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie.



Secretariat de relations mondiales de l'OCDE

OECD, 2 rue André Pascal

75775 Paris Cedex 16

France

www.oecd.org/fr/afrique/

www.oecd.org/fr/relationmondiales/

GRS.contact@oecd.org

Septembre 2016